

27 MAI 2013 :
70^e ANNIVERSAIRE
DE LA CRÉATION
DU CONSEIL NATIONAL
DE LA RESISTANCE

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
 FONDE DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1264 à 1266 - janvier-février-mars 2013



LE SOUVENIR DE MANOUCHIAN ET DE SES CAMARADES

Depuis février 1945, au cimetière d'Ivry, un hommage est chaque année rendu au combat et au sacrifice de Missak MANOUCHIAN, et de ses 21 camarades de combat des F.T.P.-M.O.I., étrangers pour la plupart, symboles de la fraternité de lutte des peuples contre le fascisme, de la part prise par les immigrés dans le combat pour libérer la France. Pour la 68^e année consécutive, il eut lieu à l'appel de l'ANACR le 24 février dernier. (Voir page 20)

Photo de gauche : on reconnaît, de g. à dr. : MM. Charles Sancel, M. Jean-Louis Delpuech, Louis Cortot, Robert Créange, Olivier Beaubillard, Georges Dufau-Epstein, Jean-Luc Laurent.

L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE



Les nazis achèvent la déportation des habitants du Ghetto qu'ils ont incendié.

Insurgés capturés : deux d'entre eux lèvent le poing... Monument de l'insurrection

Lorsque l'Allemagne nazie attaque la Pologne le 1^{er} septembre 1939, sa population juive compte 3 millions de personnes, dont 380 000 dans sa capitale Varsovie, qui tombe le 27 septembre, et où Hitler fait son entrée le 5 octobre. Quelques semaines plus tard, les occupants nazis imposent les premières mesures antisémites.

Ainsi, les Juifs se voient interdire de voyager en train (novembre 1939), doivent porter un brassard avec étoile de David bleue (23 novembre), doivent rendre les appareils de radio, identifier leurs magasins comme étant des «propriétés juives»...

Dans la Pologne de 1939, la population juive est répartie dans l'ensemble du pays, y compris dans les bourgades et les zones rurales. L'une des premières mesures prises par les nazis va être d'isoler cette population juive du reste de la population polonaise, en la concentrant autoritairement dans des quartiers de quelques grandes villes.

Ainsi naîtront et se développeront les ghettos de Lublin et de Lodz puis celui de Varsovie, créé cyniquement le jour de la fête juive de Yom Kippour, le 12 octobre 1940, et qui, baptisé non moins cyniquement «quartier d'habitation juif», est fermé le 15 novembre suivant par un mur de 3 m de haut, surmonté d'un mètre de barbelés ; d'autres seront créés à Cracovie, Kielce, Lwov...

Rapidement, une triste réalité va s'imposer : les nazis concentrent dans le Ghetto (12 à 13 personnes en moyenne par pièce) plusieurs centaines de milliers de personnes de la Région de Varsovie. En quelques jours, en octobre 1940, la population du Ghetto passe de 160 000 à 400 000 personnes et augmentera encore par la suite jusqu'à 600 000, sans que les ressources nécessaires à la survie – travail, vivres, médicaments... – correspondent : une mortalité effrayante, due à l'état sanitaire catastrophique et à une famine grandissante (au plus une moyenne de 600 calories/jour par personne), tue quotidiennement des centaines de per-

sonnes, en premier parmi les plus vulnérables : vieillards et enfants ; les cadavres jonchent les rues...

Le 20 janvier 1942, la conférence de Wannsee, réunissant de hauts dignitaires nazis «spécialisés» met au point la «solution finale», c'est-à-dire un plan d'extermination totale des Juifs d'Europe.

La liquidation du Ghetto de Lublin le 14 avril 1942 en marque le début de la mise en œuvre. Celle du Ghetto de Varsovie commence le 22 juillet 1942. Des trains quittent Varsovie pour le camp de Treblinka et ceux de la région de Lublin : du 22 juillet au 13 septembre, plusieurs centaines de milliers d'habitants du Ghetto ont été déportés et gazés à Treblinka ; le 21 septembre, les nazis ont déporté les policiers juifs... Il ne reste plus qu'une cinquantaine de milliers de personnes dans le Ghetto.

Ce drame va conduire à la création d'organisations de Résistance : dès mars 1942, un Front antifasciste – bientôt démantelé – avait été constitué avec les communistes et les sionistes de gauche. Le 28 juillet 1942, trois organisations sionistes de gauche créent le premier noyau de l'Organisation Juive de Combat (Zydowska Organizacja Bojowa – ZOB), qui déclenchera le premier soulèvement armé le 18 janvier 1943 lors de la deuxième «Aktion» de déportations massives mise en œuvre par les nazis, qui seront contraints de l'arrêter 4 jours plus tard. Une autre organisation de Résistance, l'Union militaire juive (Zydowski Związek Wojskowy, ZW), de sensibilité sioniste de «droite» est aussi créée.

Durant ces premiers mois de 1943, les Résistants du ghetto se procurent – en nombre limité – des armes et explosifs auprès de la résistance polonaise, communiste mais aussi nationaliste, et s'entraînent en vue de s'opposer à la liquidation finale.

Le 19 avril 1943, des troupes allemandes accompagnées de supplétifs lettons, lituaniens, polonais et ukrainiens entrent dans le Ghetto, qui se soulève. Les troupes nazies, harcelées par un millier d'insurgés

armés, subissent des pertes, doivent reculer et faire appel à des renforts.

Les combats – auxquels participèrent le Z.O.B. et le Z.W.W., des Résistants de toutes tendances (sionistes de droite et de gauche, bundistes, communistes...) vont durer jusqu'au 10, voire le 16 mai. De nombreux insurgés préféreront le suicide à la reddition, un petit nombre réussira à s'enfuir par les égouts et à rejoindre à l'extérieur la Résistance polonaise.

7000 habitants du Ghetto seront exécutés sur place, 6000 périront dans les incendies et les combats, les autres seront déportés et, dans leur quasi-totalité, exterminés.

Les nazis furent militairement victorieux, mais les insurgés du Ghetto le furent moralement : leur soulèvement réduisit à néant le discours raciste des nazis dépeignant les Juifs comme des êtres veules.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Actuelles
- P. 3 : Editorial
- P. 4 : Fred Scamaroni
- P. 5 : Un camp nazi
- P. 6-7 : Les accords du Perreux
- P. 8-9 : France d'Abord
- P. 10 à 13 : DOSSIER : Espagne Nord 1936-37
- P. 14-15 : La Résistance néerlandaise
- P. 16-17 : La bête immonde
- P. 18 à 20 : La vie de l'Association
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

COMMUNIQUE

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE, LE 27 MAI LE VOTE HISTORIQUE DU SENAT

Ce 28 mars 2013, le Sénat a adopté la proposition de loi n°350 relative à l'instauration du **27 mai** comme **Journée Nationale de la Résistance**, présentée par Jean-Jacques Mirassou et les membres du groupe socialiste et apparentés.

L'ANACR qui, il y a près de vingt ans, avait pour la première fois formulé cette demande, et qui depuis - rejointe par d'autres Associations et soutenue par l'UFAC - n'a cessé de mener la lutte pour que, par cette instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, soit rendu hommage au combat et aux sacrifices des Résistant(e)s, et soit reconnu le rôle historique de la Résistance aux côtés des Français libres et des forces alliées dans la libération de notre pays et la victoire sur le nazisme, se réjouit de ce vote des sénateurs de tous les groupes ; vote acquis dans une quasi-unanimité (346 pour sur 348) qui n'est pas sans évoquer celle constitutive du Conseil National de la Résistance sous la Présidence de Jean Moulin, le 27 mai 1943.

Dans une lettre adressée le 7 octobre 2012 à Monsieur le Président de la République par les délégués à son Congrès national réuni à Lons-le-Saunier, notre Association avait rappelé cette demande et exprimé le souhait que le 27 mai 2013, 70^e anniversaire de la création du CNR, soit l'opportunité saisie pour y faire droit. Lors de sa rencontre avec Monsieur le Ministre Chargé des Anciens Combattants le 17 janvier dernier, et lors de son audition au Sénat le 5 mars suivant par M. le Rapporteur de la Proposition de Loi concernant l'instauration de la Journée Nationale de la Résistance, la Direction de l'ANACR a renouvelé ce souhait.

Nous nous adressons donc à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, ainsi qu'à Messieurs les Présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée, pour que soit inscrit sans attendre à l'Ordre du Jour de ses travaux l'examen du texte adopté par le Sénat et afin que, par son adoption dans les mêmes termes, le 27 mai 2013 soit la première Journée Nationale de la Résistance ayant un caractère officiel.

Pour la Présidence Nationale de l'ANACR

Louis CORTOT

Compagnon de la Libération

DISPARITION DE STEPHANE HESSEL



Une déclaration de Louis CORTOT

C'est avec émotion que j'ai appris la disparition de Stéphane HESSEL.

Avec lui disparaît un homme dont le parcours exceptionnel est emblématique de ce que fut, dans ses diverses formes, le combat contre le nazisme : d'origine immigrée, il combattit pour défendre sa patrie d'adoption, la France. Fait prisonnier, il s'évade et entre en Résistance sur le sol national, avant de rejoindre Londres où il entre au BCRA.

En mars 1944, il est parachuté en France. Dénoncé sous la torture subie par un compagnon, il est arrêté, torturé, et déporté dans un camp de concentration, échappant plusieurs fois à la mort, sa dernière évasion le libérant le 4 avril 1945.

Devenu diplomate à la Libération, il jouera un rôle important dans l'élaboration de la charte des Droits de l'homme de l'ONU.

Depuis, il n'a cessé d'être porteur d'un humanisme sincère prolongeant ses engagements de Résistant et de Français libre. On peut partager ou ne pas partager tous ses engagements contemporains, mais leur dignité profonde ne peut qu'inspirer le respect.

Et c'est avec respect que je m'incline devant lui, que l'ANACR s'incline devant lui.

Louis CORTOT

Compagnon de la Libération
Président de l'ANACR

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, EN 2013 !

DANS NOTRE AGENDA

10^e STAGE NATIONAL DE L'ANACR (10-11-12 mai 2013)

Pour la dixième année consécutive, le Stage national de formation de l'ANACR se réunit cette année dans le cadre adapté de l'Auberge de Saint-Denis.

Les stagiaires entendront les exposés de **Louis CORTOT** sur l'année 1943 et sur les 23 Compagnons de la Libération membres de l'ANACR, de **François-Yves GUILLIN**, sur le général Delestraint, de **Jean-Louis PANICACCI** sur l'Occupation italienne en France, de **Bernard FREDERICK** sur la Résistance juive, de **Marie-Cécile BOUJU** sur la presse clandestine, de **Brigitte MORENO**, sur un parcours de mémoire dans le Lot-et-Garonne, de **Jacques VARIN**, sur l'histoire de l'ANACR.

27 MAI JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

Les comités locaux et départementaux de l'ANACR organiseront comme chaque année la commémoration de la création du CNR, ainsi que des initiatives de transmission de la mémoire par des conférences, expositions, projection de films, et participeront aux manifestations mises en place notamment par les Directions départementales de l'ONAC.

A Paris, participant aux manifestations officielles du 70^e anniversaire de la création du CNR, l'ANACR, conjointement à la Fondation de la Résistance déposera une gerbe aux stèles Jean-Moulin.

17 JUIN JOURNÉE JEAN MOULIN

Comme chaque année, un hommage sera rendu au Panthéon au fondateur du CNR.

Le 28 mars 2013 restera une date marquante, même si elle n'aura été qu'une étape dans cette bataille que l'ANACR a mené et mène pour l'instauration d'une **JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, LE 27 MAI**, rendant hommage au rôle de la Résistance dans l'Histoire de notre pays, dans sa libération du joug nazi, dans la restauration de la liberté pour son peuple, et rendant hommage au sacrifice de tant de Résistantes et Résistants tombés au combat, morts sous la torture, fusillés ou massacrés, disparus dans les camps de la mort.

C'est le Président du Comité ANACR de la Drôme, Jean Buisson, aujourd'hui disparu, qui, il y a vingt ans, en avança l'idée que le congrès suivant de l'ANACR reprit pour un faire un axe majeur de la lutte de notre Association pour que la mémoire des combats et les valeurs de la Résistance soit transmise aux générations contemporaines, en premier lieu aux plus jeunes présentes dans le milieu scolaire.

Inlassablement la Direction Nationale de l'ANACR, ses comités locaux et départementaux se sont adressés aux élus – municipalités, conseils généraux et régionaux, parlementaires – pour qu'ils soutiennent cette demande, pour qu'ils la concrétisent dans les collectivités territoriales, villes et villages, départements et régions. Et, au fil des ans, ainsi sollicités par notre Association, par centaines, des sénateurs et députés de tous les groupes, de la droite à la gauche, apportèrent leur soutien, par centaines des municipalités, une quinzaine de Conseils généraux et huit Conseils régionaux votèrent des vœux demandant cette instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, apportant souvent un précieux concours à l'organisation de cérémonies du souvenir et de manifestations mémorielles ; expositions, conférences...

Et l'on ne saurait oublier l'appui à cette demande faite leur par d'autres Associations patriotiques, du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, et celui des plus important que traduisit la prise de position sans ambiguïté de l'UFAC en faveur de la Journée Nationale de la Résistance, que le consensus général né de l'histoire fixa au 27 mai, date de la réalisation de l'unité de la Résistance au sein du Conseil National de la Résistance (CNR), date associée à Jean Moulin qui en fut l'artisan.

Cette demande initiée il y a vingt ans fut un combat. Car certains s'y opposèrent, y compris au sein d'Associations d'anciens Résistants, pour de plus ou moins bonnes raisons. Plutôt plus mauvaises que bonnes, souvent étant des réminiscences de la guerre froide, voire des résurgences de l'hostilité que certains manifestèrent il y a 70 ans à la démarche de rassemblement sans exclusive que développa Jean Moulin, sur mandat explicite du Général de Gaulle.

Le 28 mars de cette année aura été une date marquante car, quasi-unanimes puisqu'à l'exception de deux d'entre eux, les sénateurs de tous les groupes de la haute assemblée ont adopté une proposition de loi instituant la Journée Nationale de la Résistance, non fériée, non chômée et durant laquelle les lycéens et lycéennes seraient informés sur ces pages d'honneur de notre Histoire, sur les valeurs que portaient celles et ceux qui les écrivirent, sur qui elles et ils étaient, des femmes et des hommes qu'il convient de montrer en exemple pour les choix et sacrifices qui furent les leurs dans ces heures tragiques et glorieuses que vécut notre pays.

La proposition de loi votée par le Sénat a été transmise pour examen à la Commission compétente de l'Assemblée Nationale avant qu'elle ne soit soumise au vote des députés. Exprimons le souhait que cette ultime étape soit franchie dans un délai le plus court possible, permettant de faire que le 70^e anniversaire de la constitution du Conseil National de la Résistance soit celui qui aura inscrit officiellement et durablement dans le calendrier mémoriel national le **27 mai**, par une **Journée Nationale de la Résistance**, ce que notre pays doit à la Résistance, aux Résistant(e)s.

FRED SCAMARONI : LONDRES, DAKAR, CORSE...

Né le 24 octobre 1914 à Ajaccio, Godefroy Scamaroni est fils du préfet Jules Scamaroni, de sensibilité radical-socialiste, dont la carrière s'arrêtera dans le Loiret par sa disparition en 1938, à 47 ans.

Après des études primaires à Saint-Brieuc, secondaires à Brive, Mende puis Charleville-Mézières, au gré des affectations de son père, Godefroy (Fred) Scamaroni passera le baccalauréat à Paris et y fera des études de Droit, dont il obtiendra la licence en 1934 avant de passer le concours de chef de cabinet de préfecture.

Devançant l'appel, il effectue son service militaire à l'École d'officier de réserve de Saint-Maixent dont il sort sous-lieutenant.

Chef de cabinet du Préfet du Doubs Louis Peretti della Rocca en février 1936, il le suit dans le *Calvados*, où il est en poste lorsqu'éclate la guerre en août 1939.

Refusant d'être affecté spécial, il rejoint le 119^e Régiment d'Infanterie à Cherbourg, qui combat dans la forêt de la Wardt en Lorraine puis est envoyé dans le Nord. En décembre 1939, il obtient d'être versé dans l'armée de l'Air et prépare le brevet d'observateur aérien qu'il obtient le 17 mai 1940. Deux jours plus tard, le 19 mai 1940, il est grièvement blessé en combat aérien – ce qui lui vaut la Croix de Guerre – et est évacué vers la base aérienne de Caen-Carpiquet.

Rétabli, il rejoint le 16 juin la base de Tours, puis, coupé de son unité, combattant aux côtés d'une compagnie d'infanterie en repli face à l'offensive allemande, il gagnera l'Auvergne et Pau, où il retrouve sa formation aérienne.

Ayant pris connaissance de l'Appel lancé le 18 juin par le général de Gaulle depuis Londres affiché à l'Agence Havas de Pau, il gagne avec d'autres officiers de l'armée de l'Air Saint-Jean-de-Luz où il embarque le 21 juin avec d'autres volontaires sur le bateau polonais *Sobieski*, avec lequel ils rejoignent le 23 juin le port britannique de Plymouth.

Le 26 août suivant Fred Scamaroni s'engage dans les Forces Françaises Libres et est affecté à la base de Saint-Atham, où il suit une formation de pilote, étant ensuite intégré à l'état-major personnel du général de Gaulle.

L'EXPÉDITION DE DAKAR

Lorsqu'est préparée l'«Opération Menance», qui vise, par une expédition navale conjointe de la Royal Navy et des FNFL vers Dakar, au Sénégal, à rallier l'Afrique occidentale Française à la France libre et à la cause alliée, Fred Scamaroni se porte

volontaire pour y participer, embarquant le 6 septembre à Liverpool sur le croiseur *Australia*.



L'expédition arrivée au large de Dakar, Fred Scamaroni décolle en *Luciole* du porte-avions britannique *HMS Ark-Royal* pour rejoindre la base aérienne de Ouakam près de la ville, porteur d'une lettre de de Gaulle au gouverneur général de l'AOF Pierre Boisson.

Celui-ci, fidèle au régime pétainiste, refuse de se rallier à la cause alliée et fait arrêter Fred Scamaroni et ceux qui l'accompagnent (Jules Joire, Jacques Soufflet...).

Emprisonné à Dakar dans de dures conditions, il est transféré à Bamako puis, après une tentative d'évasion effectuée avec Maurice Kaouza, à la prison Barberousse d'Alger. Envoyé le 24 décembre 1940 à Clermont-Ferrand, il y restera, malade de la malaria, hospitalisé plusieurs semaines.

ACTION CLANDESTINE EN ZONE SUD

Gracié ainsi que ses compagnons de l'expédition de Dakar fin décembre, il est libéré début janvier 1941. Mais, ayant été révoqué en octobre 1940 de l'administration préfectorale, il ne trouve pour assurer sa subsistance qu'un poste de commis au service du Ministère du Ravitaillement de Vichy.

Profitant des opportunités de contact et de déplacement que lui procure cet emploi, il fonde le réseau de renseignement («Copernic») et entre en contact avec Henri de Menthon et Pierre-Henri Teitgen, du Mouvement *Liberté* ; en avril puis, au printemps 1941, sous couvert d'un voyage de repos, il se rend en Corse, voyant en son île natale un possible lieu de débarquement et tremplin pour une offensive vers les côtes d'Italie et de Provence, prenant des contacts. Il y retournera en octobre.

Rappelé à Londres, qu'il gagne en décembre 1941 avec les *Le Tac* depuis les côtes bretonnes, il est intégré à l'état-major particulier du général de Gaulle. En

même temps, il est formé à l'action clandestine avec le grade de capitaine au Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), avec le pseudonyme de "François-Edmond Severi" (alias «Pot», alias «Grimaldi»).

Après plusieurs autres missions, il reçoit un nouvel ordre de mission pour la Corse, «*Sea Urchin*», signé le 9 décembre 1942. Le 17 décembre, il est à Alger, où le général Giraud ignore le réseau FFL. Dans la nuit du 6 au 7 janvier 1943, il gagne par sous-marin la Corse, occupée depuis le 11 novembre 1942 par 80 000 Italiens, dont les séides de la sinistre OVRA, la gestapo fasciste.

UNIR LA RÉSISTANCE CORSE

Débarqué dans le golfe de Valinco, avec de faux papiers au nom de Joseph Grimaldi, représentant de commerce, il est accompagné d'un opérateur radio, Hellier, et d'un officier anglais spécialiste du repérage des terrains d'atterrissage, des matériels et des fonds, Maynard dit «Albert». Gagnant Ajaccio sur une bicyclette pliante, il y rencontre Archange Raimondi puis a d'autres contacts, avec Antoine Serafini et Fernand Poli notamment.

Jusqu'en mars 1943, il a une intense activité de recrutement, de structuration du réseau gaulliste R2 Corse, avec l'appui, dans le Nord de l'île, de Jean Zuccarelli, du Dr Battesti et de François Giacobbi, à Ajaccio, de Raimondi, à Sartène, de Poli.

Parallèlement à une mission («*Pearl Harbour*») envoyée par Giraud pour évaluer les possibilités de débarquement, Fred Scamaroni, afin de créer une structure unitaire de la Résistance corse reconnaissant l'autorité de de Gaulle, à tout le moins une unité d'action, cherche le contact avec les mouvements de Résistance *Combat* et *Libération*, ainsi qu'avec le *Front National*, dont il rencontre, dès le 10 janvier, l'un des dirigeants, Nonce Benielli.

Les divergences existantes quant à la direction de la Résistance et au processus de Libération ne lui permettront pas de réaliser cet objectif avant son arrestation par l'OVRA dans la nuit du 18 au 19 mars 1943, Le radio Hellier, arrêté peu avant, a peut-être parlé sous la torture...

Vingt-quatre heures après, Fred Scamaroni, qui a résisté aux tortures, se suicidera dans sa cellule de la citadelle d'Ajaccio, le 19 mars 1943, à l'âge de 29 ans, sans avoir parlé.

Il est Compagnon de la Libération. Un important Lycée porte son nom à Bastia, un collège à Charleville-Mézières, de même des rues à Ajaccio, Bonifacio, Caen, Draguignan, Charleville-Mézières, Vannes...

UN CAMP NAZI AU LARGE DES CÔTES DE FRANCE

A l'ouest de ses frontières de 1940, l'Allemagne nazie installera des camps de concentration aux Pays-Bas (Vught...), en Alsace annexée au Reich (Natzweiler-Struthof, Schirmeck), ainsi que, tout à l'ouest, dépendant du camp de Neuengamme situé près d'Hambourg, plu-

sieurs camps sur un territoire lié à la couronne britannique, l'une des îles anglo-normandes, Aurigny, où périrent de nombreux déportés de plusieurs nationalités, dont des Français.

Lorsqu'en 1204 le Duché de Normandie est annexé au Royaume de France, Aurigny, avec les autres îles anglo-normandes, reste liée à la couronne britannique, qui entend garder le titre de duc de Normandie. Les îles anglo-normandes vont être deux «baillages» (Jersey et Guernesey) autogouvernés ; Aurigny étant jusqu'en 1949 une dépendance directe de la couronne britannique avec à sa tête un gouverneur.

Peuplée en 1940 d'environ 1500 habitants, vivant sur un territoire de 5 km de long sur 3 km de large à 15 km des côtes françaises et parlant encore pour une part l'aurignais, le dialecte normand de la population d'origine, à laquelle sont venus se joindre au fil des siècles des descendants de militaires anglais pour qui Aurigny est Alderney, l'île – ainsi que Jersey et Guernesey – va se trouver en juin 1940 confrontée à l'offensive de la Wehrmacht, qui occupera Granville le 17 juin et prendra Cherbourg le 19 juin.

La faiblesse de la population va conduire le Gouverneur d'Aurigny, en accord avec les autorités locales, à décider l'évacuation préventive de toute la population – à l'exception d'un paysan l'ayant refusée – vers pour une part Guernesey et surtout la Grande-Bretagne. Et c'est dans une île quasiment inhabitée que, malgré les obstacles qui y avaient été disposés, les premiers militaires allemands débarqueront le 2 juillet 1940 de deux Fieseler-Torch sur le terrain d'aviation.

Aurigny va se trouver par sa position géographique placée aux avant-postes de la défense côtière allemande que va concrétiser le long des côtes de l'Océan atlantique, de la Manche et de la mer du Nord, de la frontière espagnole au Cap Nord en Norvège, la construction du «Mur de l'Atlantique».

Alors qu'Aurigny n'avait jusque-là été occupée que par des militaires (3800 hommes), la construction d'ouvrages bétonnés intégrés au «Mur de l'Atlantique» va nécessiter de faire appel à une nombreuse main-d'œuvre.

Les premiers travaux vont être, sous la direction d'ingénieurs allemands de l'Organisation Todt arrivés dans l'île en octobre 1941 après une visite du Dr Todt, et aux côtés de travailleurs libres d'entreprises du bâtiment, effectués en premier par un millier de prisonniers russes ; pour certains arrivés dès fin 1941, et qui mal nourris, brutalisés, obligés de travailler jusqu'à l'épuisement, moururent en grand nombre.

Ils seront rejoints le 22 février 1942 par 242 premiers Républicains espagnols arrêtés par la Police du régime pétainiste et livrés aux



Tout à l'Ouest, le site d'Aurigny. Sur la plaque commémorative, la localisation des quatre sous-camps : Sylt au sud-est, Helgoland sur la côte nord-ouest, Norderny tout au nord, Borkum sur la côte centre-sud.

Allemands ; ils doivent porter un brassard avec les lettres «R.S.», «Rote Spanien» («Espagnol rouge»). D'autres Espagnols (402), transférés du camp du Vernet rejoindront leurs compatriotes survivants lors du dernier transfert de déportés vers Aurigny le 5 juin 1944, peu avant l'évacuation complète des déportés d'Aurigny.

Outre les Russes et les Espagnols, d'autres esclaves – car telle était leur condition – furent envoyés à Aurigny : en août et octobre 1943 des Juifs français, notamment des maris d'«Aryennes», certains venant de Drancy, des Nord-Africains rapatriés à Marseille du 22 au 24 janvier 1943 après la destruction du Vieux-Port, des Résistants normands en mai 1944, des Polonais, 3 Chinois, 1 Italien... On estime que la population des camps d'Aurigny atteignit son maximum au milieu de l'année 1943 avec près de 5000 détenus ; des camps, car il va y en avoir plusieurs répartis sur l'île, avec des statuts différents.

QUATRE CAMPS

Quatre camps, portant les noms d'îles de la Frise allemande vont être en effet édifiés pour abriter les différentes catégories de travailleurs employés sur les chantiers du «Mur». Deux dépendent directement de l'Organisation Todt, le Camp *Helgoland* sur la côte Nord, où sont regroupés les Russes, et le Camp *Borkum*, au centre de l'île où sont hébergés les travailleurs «libres», techniciens allemands et «volontaires» venus de Jersey et de Guernesey, de France et de autres divers pays européens occupés. Les conditions de travail et de vie y étaient très dures sans atteindre celles terrifiantes dans les deux autres camps

Ces deux autres camps sont directement liés au système concentrationnaire nazi, en l'occurrence dans un premier temps au camp de Sachsenhausen, d'où provint en février

1943 le premier contingent de 1 000 déportés transférés, puis au camp de Neuengamme, situé près d'Hambourg : celui de Sylt, ouvert en février 1943 près de l'aérodrome, et celui de Norderny installé tout au Nord dans une ancienne carrière britannique, dépendant tout deux de la 1. SS *Baubrigade* commandée par Max List.¹

Alors que l'état-major allemand se prépare à devoir faire face à un débarquement allié, un ordre d'évacuation des camps d'Aurigny est donné le 7 mai 1944. Un premier contingent de déportés, débarqué à Cherbourg et acheminé par train en direction de Neuengamme, n'y arrivera pas : un grand nombre réussira à s'évader grâce aux cheminots français entre Lille et Hazebrouck (quelques-uns, repris, seront fusillés) ; D'autres, après un internement à Boulogne-sur-mer – où des déportés d'Aurigny étaient aussi arrivés par mer – furent libérés à Dixmude par la Résistance belge.

Le 27 juin 1944, quand – à l'exception de vingt déportés espagnols restant jusqu'au 10 août – s'achèvera l'évacuation des camps d'Aurigny via Guernesey, Jersey et Saint-Malo, sur les 1.000 détenus arrivés début 1943, 636 seulement avaient survécu. Plusieurs centaines de Russes et de nombreux déportés d'autres nationalités (Espagnols, Français...) périrent à Aurigny, où le «Mémorial Hammond» leur rend hommage.

La marine britannique reprendra le contrôle d'Aurigny le 16 mai 1945 après la capitulation de la garnison allemande des îles anglo-normandes. Les premiers réfugiés Aurignais ne retrouvant leur île que le 30 septembre suivant.

¹ Maximilian List, capitaine SS, qui commanda les deux camps de Sylt et Norderny, quitta Aurigny en mars 1944 et fut remplacé par le SS-Obersturmführer Georges Braun. List, poursuivi après guerre pour ses crimes ne se présenta jamais à son procès et mourut libre en 1980 près d'Hambourg.

17 AVRIL 1943 : LES ACCORDS DU PERREUX

Lorsque, le 2 mai 1943, sous la Présidence de Jean Moulin se réunit 48 rue du Four à Paris pour la première fois le Conseil National de la Résistance, deux syndicalistes représentent leurs centrales respectives, aux côtés des délégués de huit mouve-

ments de Résistance et de six partis politiques clandestins.

Ainsi Gaston Tessier représente la CFTC, et Louis Saillant la CGT qui, quelques semaines plus tôt, au terme d'un long processus, a su se réunifier.

La Révolution russe d'octobre 1917 eut des répercussions à travers le Monde dans le mouvement ouvrier, politique et syndical. Sur le plan politique, cela se traduit par la fondation en mars 1919 de l'Internationale Communiste – ou III^e internationale (Comintern) – et, sur le plan syndical, par celle en 1921 de l'Internationale Syndicale Rouge (ou Profintern), qui concrétisent une rupture entre le courant révolutionnaire et le courant réformiste du mouvement ouvrier.

En France, cela se traduit par le choix majoritaire du Parti socialiste en décembre 1920 à son congrès de Tours en faveur de l'adhésion à l'Internationale Communiste, la minorité autour de Léon Blum gardant la « vieille maison socialiste » S.F.I.O.

Sur le plan syndical, la situation va être toute différente, les syndicalistes réformistes, se référant à la Charte d'Amiens de 1906 qui a posé comme principe intangible l'indépendance du mouvement syndical par rapport à l'Etat et aux Partis politiques, vont majoritairement dans la CGT, autour de Léon Jouhaux, s'opposer aux minoritaires, syndicalistes révolutionnaires proches du jeune Parti communiste et au courant anarcho-syndicaliste, qui vont faire le choix de créer en 1921 une

autre centrale syndicale, la Confédération Générale du Travail Unitaire, la CGTU, dont Gaston Monmousseau va être l'un des premiers dirigeants, rejoint ultérieurement par Julien Racamond et Benoit Frachon.

Pendant plus d'une décennie, les deux centrales syndicales vont s'affronter parfois durement, la CGT – les « confédérés » – ayant une sensibilité proche du Parti socialiste SFIO, tandis que la CGTU – les « unitaires » – qu'ont quitté dans leur grande majorité les anarcho-syndicalistes, s'est de plus en plus alignée sur le Parti communiste.

Les répercussions dramatiques en France de la grande crise économique et sociale de 1929, l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne en 1933, la montée en France de l'influence des ligues fascistes, les émeutes du 6 février 1934 à Paris, avec la tentative de renverser la République, vont conduire les partis de gauche – socialistes, communistes, radicaux... – à se rapprocher. Et les deux centrales ouvrières aussi.

Un processus qui, dans le contexte du Front populaire contre le fascisme, pour le pain, la liberté et la paix, va conduire en 1936, lors du congrès syndical de Tou-

louse, les deux centrales syndicales à mettre fin à la scission de 1921, la CGT réunifiée intégrant dans sa direction deux ex-unitaires, dont Benoit Frachon. Et c'est unie qu'elle participera au grand mouvement de grèves de mai-juin 1936.

La rupture du Front populaire en 1938, l'échec de la grève du 30 novembre 1938 raviveront les différences entre ex-confédérés et ex-unitaires, sans pour autant remettre en cause la réunification de 1936.

C'est la signature en août 1939 du Pacte germano-soviétique et son approbation par le Parti communiste qui en seront la cause ou le prétexte de la rupture.

Suite à cette approbation du Pacte Germano-soviétique et à l'interdiction du Parti communiste, près de 620 organisations syndicales dirigées par des communistes sont dissoutes par le ministère de l'Intérieur, et la majorité confédérale – ex-confédérée – de la direction de la CGT décide le 25 septembre 1939 d'exclure les communistes des instances confédérales et des directions de Fédérations et d'Unions départementales ; nombre d'entre eux seront arrêtés et internés dans des camps.

La défaite de juin 1940 et l'instauration de l'Etat français pétainiste vont créer

ROBERT BOTHEREAU



Né en 1901 à la Baule, Robert Bothereau est ajusteur-mécanicien de profession. Il adhère en 1919 au syndicat confédéré CGT des métaux. Secrétaire de la Bourse du

Travail d'Orléans puis de l'Union départementale CGT du Loiret, il entrera en 1933 au bureau confédéral de la CGT.

En 1939, il appelle la CGT à dénoncer le Pacte germano-soviétique, ce qui va conduire à l'exclusion des communistes de la centrale syndicale.

Hostile à la Charte du Travail pétainiste, il reconstitue dans la clandestinité une structure de la CGT dissoute par le gouvernement pétainiste et crée un réseau de Résistance.

Il va être associé aux contacts pris avec les ex-unitaires, qui vont conduire aux Accords du Perreux.

Il fondera dans la clandestinité le journal *Résistance ouvrière*.

HENRI RAYNAUD



Né en 1890 à Toulouse, entre aux PTT en 1910. Venu en Région parisienne, il milite avant la guerre de 1914-1918 à l'Association générale des agents des PTT qui se transformera en 1917

en syndicat national des agents des PTT puis en 1919 en Fédération Nationale des Travailleurs des PTT qui ralliera la CGT.

Il fera le choix en 1921 de la Confédération générale unitaire (CGTU).

Révoqué des PTT en 1922 pour son action syndicale, il devient permanent syndical, est en 1922 secrétaire de l'Union Régionale de la CGTU, dont il devient en 1931 membre du Bureau confédéral.

Exclu de la CGT en septembre 1939, il est arrêté le 18 octobre et interné dans divers camps, dont celui de Châteaubriant, dont il s'évade le 18 juin 1941.

Devenant l'un des dirigeants syndicalistes ex-unitaires clandestins, il est associé aux contacts avec les ex-confédérés.

LOUIS SAILLANT



Né en 1910 à Valence (Drôme), ouvrier sculpteur sur bois, il s'engage très tôt syndicalement. Ayant fait le choix majoritaire lors de la scission de la CGT fin 1921, il devient secrétaire permanent de l'Union départementale CGT confédérée Drôme-Ardèche

en 1933. Il sera élu en 1938 membre de la Commission Administrative de la CGT réunifiée en 1936.

En septembre 1939, lors de l'exclusion des communistes par la C.A. de la CGT, il se serait selon les sources abstenue ou l'aurait votée avec réserves Mobilisé, il reviendra à Valence après l'armistice.

Hostile au régime pétainiste et à l'interdiction des centrales syndicales, il sera l'un des signataires du « Manifeste des douze », et participe à la création de Libération Nord.

Hostile à la Charte du Travail, il entre en contact dès l'automne 1940 avec Benoit Frachon, et participe le 17 mai 1941 à une première rencontre entre syndicalistes ex-unitaires et ex-confédérés.

une situation nouvelle : les ex-unitaires, avec Benoit Frachon, vont dans la clandestinité recréer des structures nouvelles de type syndical, les «Comités populaires», et se regrouper autour de la *Vie Ouvrière* clandestine, tandis que les ex-confédérés vont se diviser en deux tendances. L'une, autour de Georges Dumoulin et René Belin se rallie à Pétain, dont Belin va être ministre du Travail du 14 juillet 1940 au 18 avril 1942, approuvant la Charte du Travail pétainiste.

L'autre, avec Léon Jouhaux, Louis Saillant, Gazier, Lacoste, Chevalme, Capocci..., hostile à la Charte du Travail, s'attachera à maintenir l'indépendance syndicale à l'égard d'un régime qui, de plus, a dissous les confédérations syndicales, et recherchera le rapprochement avec les autres courants du syndicalisme.

Le chrétien de la CFTC, que concrétise le commun «Manifeste des douze» publié le 15 novembre 1940, mais aussi l'ex-unitaire : Jouhaux recevra en septembre 1942 Sémat, un proche de Frachon.

Des contacts qui se poursuivront et se traduiront par l'accord de réunification syndicale conclu le 17 avril 1943 au Perreux par Robert Bothereau et Louis Saillant pour les ex-confédérés, Henri Raynaud et André Tollet pour les ex-unitaires.

Une unité qui sera un encouragement dans la voie du rassemblement des forces de la Résistance que concrétisera la réunion constitutive du CNR le 27 mai 1943, à laquelle participera Louis Saillant pour la CGT.

ANDRE TOLLET



Né en à Paris en 1913, ouvrier tapisier, André Tollet adhère à 15 ans à la CGTU et aux Jeunesses communistes. Militant à la Fédération du Bois de la CGTU., il en deviendra secrétaire des Jeunesses syndicalistes. En 1936, il devient permanent syndical et l'un des secrétaires de l'Union Régionale parisienne de la CGT réunifiée.

Mobilisé en 1939, il revient à Paris à l'été 1940. Ayant repris clandestinement ses activités politiques et syndicales, il est arrêté le 16 octobre.

Condamné à 15 mois de prison, interné dans divers camps, il s'évade le 22 juin 1941 par un tunnel de celui de Compiègne.

Après un séjour en Normandie, revenu en Région parisienne, il va être chargé de reprendre les contacts entre les deux tendances de la CGT, interrompus en novembre 1942 par les arrestations de Léon Jouhaux et Roger Sémat.

ACCORD DU PERREUX

Cet accord a été conclu verbalement entre les représentants des deux tendances syndicales. Il ne fut jamais mis en forme.

En voici les bases :

1° / Le mouvement confédéral se réunifie en respectant la physionomie qui était la sienne en septembre 1939.

2° / En premier lieu, l'unité se réalise au sein du bureau confédéral. Cette réalisation tient compte des décisions de principe du Comité Confédéral de Nantes concernant le camarade RAYNAUD.

En conséquence, le bureau sera composé de trois représentants d'une tendance et de cinq représentants de l'autre tendance. Les membres régulièrement élus du BUREAU, défaillants, empêchés ou absents du territoire métropolitain, seront remplacés dans leurs fonctions, par des membres choisis par les camarades de leur tendance.

3° / L'unité se réalisera selon les principes identiques dans les Unions départementales et les Fédérations. Les proportions existantes entre les tendances en septembre 1939, seront rétablies dans chaque Union et dans chaque Fédération.

Par la suite, et dans la pratique - compte tenu des nécessités impérieuses de la clandestinité - chaque fraction du Bureau confédéral a assuré, soit directement, soit par le canal des délégués de régions, les contacts utiles avec les organisations dont la majorité dans la direction, appartenait à sa tendance.

REPRESENTANTS aux COMITES DEPARTEMENTAUX de LIBERATION

Concernant la représentation des Unions Départementales au sein des Comités Départementaux de Libération, il fut décidé :

- que la direction de l'Union Départementale aurait à désigner un délégué de son choix au C.D.L., si l'unité départementale était réalisée,
- que, dans le cas d'une unité départementale non encore réalisée, il appartenait à la tendance majoritaire de choisir le délégué ? quitte à en informer la tendance minoritaire.

Source : Circulaire confédérale du 5 octobre 1944 adressée aux Fédérations nationales et aux Unions départementales de la CGT.
Archives de l'Institut CGT d'histoire sociale.

(Publié sur le site de la Fondation de la Résistance)

CONFEDERATION FRANCAISE DES TRAVAILLEURS CHRETIENS

La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) est née les 1^{er} et 2 novembre 1919, se référant à la doctrine sociale de l'Eglise et prônant la «paix sociale» face au syndicalisme de lutte de classes de la CGT s'inspirant du marxisme et de l'anarcho-syndicalisme. Les premiers président et secrétaire général sont Jules Zirnheld et Gaston Tessier.

Malgré les références chrétiennes qu'affirme le régime pétainiste, la CFTC, dissoute comme les autres centrales syndicales en novembre 1940, va, soucieuse d'affirmer l'autonomie du syndicalisme, entrer en opposition avec le pouvoir installé à Vichy.

Ainsi Jules Zirnheld, Gaston Tessier et le secrétaire adjoint de la CFTC, Maurice Bouradoux, vont être, avec Albert Gazier, Robert Lacoste, Christian Pineau Louis Saillant et cinq autres responsables de fédérations de la CGT, parmi les signataires du «Manifeste des douze » publié le 15 novembre 1940. Manifeste qui, outre l'affirmation de l'indépendance syndicale à l'égard de tout pouvoir politique, affirme son opposition à l'antisémitisme, aux persécutions religieuses, aux délits d'opinion, au pouvoir de l'argent.

Plusieurs responsables et militants de la CFTC rejoindront les mouvements Libération nord et sud. Des contacts avec les syndicalistes CGT de la tendance Jouhaux auront pour cadre commun le mouvement ouvrier Français créé le 1^{er} mai 1942 .

La CFTC sera représentée à la première réunion du CNR par Gaston Tessier.

JOURNAUX ET MOUVEMENTS...

PARIS, BRAZZAVILLE, LYON... : «FRANCE D'ABORD»!

Signé le 22 juin 1940 à Rethondes sur instructions du Gouvernement présidé depuis le 16 juin par le maréchal Pétain, l'armistice franco-allemand coupe la France en deux, l'occupant exerce son autorité de plein droit en zone nord et atlantique où les autorités françaises administratives et policières lui sont subordonnées.

Il a un contrôle sur les ports et terrains d'aviation, sur les effectifs et matériels militaires laissés à la disposition du gouvernement installé à Vichy, la flotte doit être désarmée, des commissions d'armistice allemandes sont présentes en Afrique du nord, d'exorbitants frais d'occupation sont payés

au Reich, ils permettent d'acheter denrées et matières premières qui partent vers l'Allemagne.

Dans la France de 1940 et des années qui suivent, c'est l'Allemagne d'abord, qui impose sa volonté et ses intérêts...

Face à cette démission nationale, des femmes et des hommes vont affirmer face à l'occupant : «France d'Abord»!

C'est à Paris le nom du journal clandestin dont le présent «Journal de la Résistance» est l'héritier direct, d'un journal français libre à Brazzaville, d'un mouvement de Résistance né à Lyon.

FRANCE D'ABORD Organe militaire des FTP



L'un des premiers numéros de France d'Abord, le n°5 de mai 1942. Il évoque les actions du détachement de partisans «Jean-d'Estienne d'Orves», celles des partisans dans les différentes régions. Le dernier numéro clandestin (n° 62) paraîtra le 12 août 1944.

C'est à l'automne 1941 qu'à l'initiative de Charles Tillon, l'un des membres du triangle de direction – avec Jacques Duclos et Benoit Frachon – du Parti communiste clandestin, va être publié le 1^{er} numéro de France d'Abord, qui va se consacrer principalement à populariser, quelques mois après le 1^{er} coup de feu de Fabien contre un officier allemand de la Kriegsmarine dans la station de métro parisien Barbès-Rochechouart, les actions armées des «partisans» – il n'y a pas encore de maquis et de «maquisards» – contre l'occupant et ses collaborateurs.



Plaque commémorative à Paris apposée 17 rue des Cloys, sur la façade de l'immeuble abritant dans le 18^e arrondissement de Paris l'imprimerie de Maurice Gleize, où fut confectionné le 1^{er} numéro de France d'Abord.



FRANCE D'ABORD Journal Français libre



Le premier numéro de «France d'Abord», journal bimensuel, est publié le dimanche 12 janvier 1941 à Brazzaville, capitale du Congo français et chef-lieu de l'Afrique Equatoriale française (AEF) ralliée à la France Libre.

Le journal est imprimé sur l'autre rive du fleuve Congo, à Léopoldville, sur les rotatives de L'Avenir colonial belge.

Avec, à partir du 25 septembre 1941, pour directeur Louis Durox, ancien journaliste de «L'Étoile de l'A.E.F.», hebdomadaire publié à Brazzaville de 1828 à 1932 puis à Brazzaville et Léopoldville de 1933 à 1939, «France d'Abord» accorde une place importante à la vie de la France Libre et à l'action du général de Gaulle. Il se fait aussi l'écho de la lutte en France occupée. Ainsi, il portera à la connaissance de ses lecteurs le martyre de Guy Moquet et de ses camarades fusillés à Châteaubriant.

ESPAGNE 1936-1937: COMBATS AU NORD»...

Déclenché les 16 et 17 juillet 1936 au Maroc espagnol contre le gouvernement républicain espagnol de «Frente popular», le soulèvement de militaires d'extrême-droite – se baptisant eux-même «nationalistes» – a entamé une Guerre civile de près de trois ans, qui va prendre la dimension d'un affrontement avec le fascisme, affrontement qui en fait en Europe les prémices de la Seconde Guerre mondiale.

Face aux «nationalistes», ayant à leur tête Franco et appuyés par Hitler et Mussolini, des antifascistes de tous

pays viendront dans les rangs des Brigades internationales combattre aux côtés des Républicains espagnols.

Les forces républicaines finiront finalement par être vaincues par la supériorité militaire des franquistes épaulées au sol par des divisions fascistes italiennes et dans les airs par la «Légion Condor» allemande et des escadrilles italiennes ; lesquelles, moins d'un an après le début du soulèvement, avaient semé la terreur au nord de l'Espagne... Des Réfugiés avaient alors pris le chemin de la France.

Le 17 juillet 1936, Franco, arrivé en avion des Canaries, prend le commandement des troupes insurgées au Maroc espagnol. Sur le territoire métropolitain espagnol, les militaires liés au complot tentent dès le lendemain de soulever l'ensemble des garnisons et de prendre le contrôle des provinces, arrêtant ou assassinant les maires, gouverneurs civils, fonctionnaires et leaders ouvriers et politiques de gauche.

Au soir du 20 juillet, la généralisation du soulèvement a échoué, mais les rebelles se sont emparés au sud de la région de Cadix, dont le port va permettre l'acheminement des troupes insurgées du Maroc espagnol sur le sol métropolitain, au Nord-Ouest de la quasi-totalité de la Galice avec la base navale de Ferrol, au Centre des régions du León, de la Vieille-Castille (exceptée la province de Santander), de la province basque d'Alava, de la Navarre, de la moitié ouest de l'Aragon, territoires représentant un tiers de l'Espagne et qui, de la frontière portugaise à la frontière française, coupe l'Espagne républicaine en deux, en isolant au nord les Asturies, la Cantabrie et la province basque de Biscaye restées fidèles à la République.

ZONE REPUBLICAINE DU NORD

Jusqu'au 5 septembre 1936, l'enclavement de la zone républicaine du Nord n'est pas complet : elle est en contact avec la France du Front populaire par la ville-frontière d'Irun, défendue par 3000 Républicains (militaires de l'armée régulière, miliciens des syndicats et partis de gauche, nationalistes basques, volontaires français).

Irun, va être la cible de la première offensive d'importance des troupes nationalistes mieux équipées (chars et bombardiers) et entraînées, appuyées depuis le Golfe de Gascogne par le croiseur *Almirante Cervera* et le destroyer *Velsaco* passés à la rébellion.

Après deux semaines de combats, la ville tombe aux mains des nationalistes qui, une

semaine plus tard, s'emparent le 12 septembre de San-Sébastien. Désormais, les liaisons de la zone nord avec la zone gouvernementale républicaine et son approvisionnement civil et militaire ne pourront dès lors que transiter par mer.

Deux pouvoirs – avec leurs forces armées – vont coexister dans une coopération parfois difficile en zone républicaine du Nord.

D'une part celui décentralisé du Gouvernement républicain central en Cantabrie et dans les Asturies, fortement ancré à gauche, et d'autre part, en Biscaye, seule province basque à ne pas avoir été conquise par les Nationalistes, le Gouvernement basque, né du statut d'autonomie accordé en octobre 1936 par le Gouvernement républicain au Pays Basque et à la Catalogne, plus conservateur.

Exerçant son autorité sur la Biscaye et présidé par José Antonio Aguirre (PNV), le Gouvernement autonome basque – qui comprend des ministres du Parti Nationaliste Basque (PNV), du Parti socialiste, du Parti communiste d'Euzkadi (branche du PC espagnol) – va constituer une armée basque (*Euzko Gudarostea*) ; de 100 000 hommes, mais mal entraînée et sous-équipée.

De même, une Marine de Guerre Auxiliaire d'Euzkadi est créée en octobre 1936 pour aider les Forces Navales républicaines du Cantábrico (nom espagnol du Golfe de Gascogne) à protéger le trafic maritime et la pêche, ainsi que pour débarrasser les accès aux ports basques des mines sous-marines posées par les nationalistes.

CONQUÊTE NATIONALISTE DU PAYS BASQUE

Après environ six mois de calme relatif, une offensive nationaliste contre la zone républicaine du Nord va, sous le commandement du général Mola, débuter le 31 mars 1937, en Biscaye, par le bombardement et le mitraillage de Durango effectué par des bombardiers lourds italiens «Savoia» et des chasseurs qui, jusqu'au 4 avril, feront 336 victimes et de nombreuses destructions. La ville, attaquée au sol le 27 avril suivant, sera prise le lendemain, ses troupes de défense se retirant vers Bilbao.

Deux jours auparavant, dans une autre ville basque, Guernica, dont le nom est tragiquement passé à la postérité, les bombes incendiaires et explosives larguées par une trentaine de bombardiers de la «Légion Condor»

envoyée par Hitler pour aider Franco, ont fait, selon le bilan établi par le gouvernement basque, 1654 morts et plus de 800 blessés.

L'offensive majeure contre Bilbao, capitale de la Bizcaye et siège du gouvernement autonome basque, va débuter le 11 juin 1937. La ville est certes protégée par une ligne défense fortifiée, la «Ceinture de fer», inspirée de la ligne Maginot, mais dont une faiblesse locale – révélée aux franquistes par la trahison de deux de ses concepteurs – va permettre l'enfoncement. Le 17 juin, le Président Aguirre, mettant en place une Junte de défense composée du vice-président Leizaola, des conseillers socialiste Aznar et communiste Astigarrabia et du général Ulibarri, transfère son gouvernement hors du Pays Basque, à Santander, en Cantabrie où se réfugient une partie de la population de Biscaye et des forces armées navales et terrestres basques.



Le président basque Aguirre.

Bilbao, dont la majeure partie de la population civile avait – en prévision de l'offensive – commencé à être évacuée par mer dès le 6 mai, tombe le 19 juin aux mains des franquistes épaulés par la Légion Condor, le général Gamir Ulibarri commandant sa défense ayant replié la veille vers Santander l'essentiel de ses troupes après avoir fait sauter les ponts. Le PNV s'étant cependant opposé au dynamitage des installations industrielles productrices de l'essentiel de l'acier espagnol, celles-ci tombent aux mains des Franquistes qui les remettent en service après les avoir transformées en usines de production de matériel de guerre.

Protégés par les destroyers républicains *Císcar* et *José – Luis Díaz* dont elle avait pris

¹ Parmi lesquels neuf communistes d'origine polonaise venus de France – certains travaillant chez Renault – qui formeront, commandé par Francis Palka, le groupe «Valéry Wroblewski» ; dont Léon Baum, qui sera tué le 3 septembre, et Joseph Epstein (le futur Colonel Gilles de la Résistance française), membre du Comité Central de la Jeunesse communiste française. Après la chute d'Irun, Epstein, blessé, rejoindra la France. Engagé dans la solidarité avec l'Espagne républicaine au sein du Bureau central du Comité d'Aide à la République Espagnole, il rejoindra en janvier 1938 les Brigades Internationales en Catalogne.

Mentionnons aussi le capitaine Jacques Menachem, commandant, lors de la défense de la cité ouvrière d'Errenteria (entre San-Sébastien et Irun), 200 combattants en majorité basques mais aussi français, hongrois, polonais.

le contrôle, plusieurs navires de la marine basque ont quitté Bilbao pour la France vers Bayonne, Saint-Jean-de-Luz et La Palice, avec à leur bord des personnalités civiles et militaires ; d'autres bâtiments se sont dirigés vers les ports cantabriques de Santona et Santander.

LA CHUTE DE LA CANTABRIE

L'attaque nationaliste de la Cantabrie, reportée pour des nécessités logistiques, et du fait de l'offensive républicaine sur Brunete se déroulant du 4 au 25 juillet, va débiter le 14 août 1937, menée par 6 Brigades navarraises et deux de Castille épaulées par 3 divisions et une brigade italiennes, appuyées par une importante artillerie ainsi que par 70 avions allemands de la Légion Condor, 80 appareils italiens et 70 avions nationalistes espagnols ; au total plus de 90 000 hommes prennent part à l'assaut.

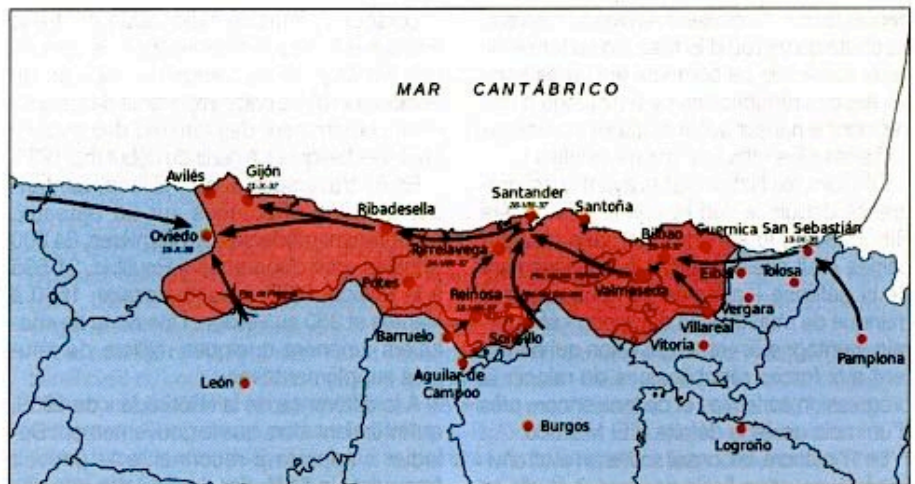
Placées sous l'autorité d'une «*Junta déléguée du Gouvernement au nord*», créée à Santander le 6 août, comprenant des représentants des autorités basques, cantabriques, asturiennes et présidée par le général Mariano Gamir Ulibarri, les forces républicaines faisant face aux Franquistes regroupent 80 000 hommes en quatre corps d'armée : le XIV^e, formé par l'armée basque repliée, le XV^e constitué de troupes cantabriques, les XVI^e et XVII^e de troupes et milices asturiennes, ne disposant que de 33 chasseurs et bombardiers, et 11 appareils de reconnaissance.

Santander n'a pas de fortifications analogues à la ceinture de fer de Bilbao et les lignes de défense républicaines s'appuient sur les Monts Cantabriques, dont de nombreux sommets dépassent les 2000 m ; ce qui va inciter les assaillants à tenter de franchir les cols avant l'hiver.

La lutte va être inégale : les Nationalistes ont une supériorité aérienne écrasante dans les domaines de l'artillerie et de l'aviation et disposent de troupes aguerries, au commandement homogène ; de plus, le XIV^e corps républicain, l'armée basque chassée de Biscaye par l'offensive nationaliste précédente, ne se bat plus pour défendre son territoire et a un moral bas.

Déclenchée depuis le sud le 14 août avec principal objectif – au centre de la Cantabrie – la ville de Reinosa et son usine d'armement, qui tomberont le 16 août au soir, ouvrant la voie à une progression vers la côte du Golfe de Gascogne (Mar Cantabrique), l'offensive nationaliste va être confortée par une progression à l'est des franquistes le long de la côte depuis la Biscaye.

Après des combats acharnés, les troupes républicaines ayant la volonté de défendre Santander et de maintenir les liaisons avec les Asturies, doivent reculer face aux troupes franquistes (Navarrais) et italiennes (brigades «23 mars» et «Flèches noires») appuyées par leurs aviations et des chars, leur lutte étant affectée par des relations compliquées entre les milices cantabriques et asturiennes, et les troupes basques repliées, que le Prési-



dent Aguirre souhaiterait évacuer par mer et transférer via la France sur le Front d'Aragon.

Le 22 août, la *Junta de Gouvernement* du Nord, tentée de replier toutes les troupes républicaines vers les Asturies, décidera cependant de résister 72 heures dans Santander, Indelacio Prieto, le ministre de la Guerre du Gouvernement central ayant annoncé, pour soulager le Front nord, une offensive républicaine sur le Front d'Aragon à partir du 24 août : ce sera la Bataille de Belchite qui, débutant ce 24 août, avec pour objectif Saragosse, se terminera le 6 septembre sans avantage stratégique notable ; à cette date, Santander était tombée aux mains des Nationalistes...

Le 24 août, dissolvant la *Junta de Gouvernement* et renonçant à la défense de la capitale cantabrique, le général Gamir Ulibarri, avait ordonné l'évacuation générale vers les Asturies. Accompagné du Président basque Aguirre, il quittera lui-même le lendemain Santander par sous-marin à destination de Gijón, capitale des Asturies, dernière région du Nord restant aux mains des forces républicaines.

Le 26 août, les troupes franquistes de la 4^e brigade de Navarre, et fascistes italiennes de la division «*Littorio*», entraient dans Santander, y faisant 17 000 prisonniers, dont nombre sont immédiatement passés par les armes.²

LA CONQUÊTE DES ASTURIES

Sur un territoire réduit à la moitié Est des Asturies³ et à une frange frontalière de la province de Léon, vont se concentrer les dernières forces républicaines : Armée républicaine du Nord, milices asturiennes, cantabriques ayant fait retraite et restes de l'armée basque ayant refusé de capituler à Santona à la chute de Santander. Au total 45 000 hommes dotés de 180 pièces d'artillerie avec quelques avions, le destroyer *Ciscar* et un sous-marin.

Face à eux, l'armée franquiste du Nord forte de 90 000 hommes, disposant de 250 pièces d'artillerie, de chars, de 80 avions auxquels se joignent les 70 appareils de la Légion Condor, de deux croiseurs et d'un destroyer assurant le blocus des côtes astu-

riennes et du port de Gijón, devenu capitale républicaine du Nord.

Le repli des Républicains sur le réduit asturien les isole militairement du reste des forces de la République de la zone centrale, et rend plus difficile sinon impossible l'envoi de renforts et d'approvisionnements tant civils que militaires.

Cette situation d'isolement conduit les dirigeants politiques de la zone Nord à mettre en place le 25 août 1937 à Gijón le «*Conseil souverain des Asturies et Léon*», placé sous la présidence de Belarmino Tomas, ancien dirigeant du syndicat des mineurs asturiens et du soulèvement asturien de 1934. Remplaçant le général Ulibarri, le colonel Adolfo Prada est placé à la tête des forces armées.

Cette déclaration de souveraineté, et des contacts avec la Société des Nations, susciteront la désapprobation du Gouvernement républicain central. Et aussi des réserves parmi des forces politiques au Nord (socialistes, communistes...), qui toutefois seront toutes – Gauche républicaine, socialistes du PSOE, syndicalistes de l'UGT et de la CNT, communistes du PCE et des JSU, anarchistes de la FAI et des Jeunesses libertaires – représentées au sein du *Conseil souverain*.

Au-delà de ces divergences, l'urgence va être de faire face à l'offensive des franquistes qui, depuis la Cantabrie, franchissent la Deva et entrent le 4 septembre sur le territoire asturien et prennent le 5 septembre la ville côtière de Llanés.

5 000 hommes des forces républicaines vont, s'appuyant sur le village d'El Mazuco et les montagnes qui l'entourent, bloquer du 6 au 22 septembre l'avance de 33 000 nationalistes, soutenus par l'aviation de la Légion Condor qui emploiera du napalm et les tirs

² La chute de la Cantabrie fut la conséquence de la supériorité militaire des franquistes, mais aussi des divisions internes et de la démoralisation de ses défenseurs : le 24 août, comme d'autres responsables politiques et chefs militaires, le commandant de la 54^e division républicaine Eloy Fernández Navamuel, quittait son poste et gagnait par avion l'aérodrome landais de Biscarosse en France... Quant à l'essentiel des troupes basques, ayant abandonné plusieurs de leurs positions et regroupées autour du port de Santona, à l'Est de Santander, elles s'étaient, conséquence de négociations entamées – via le Vatican – par les dirigeants du PNV avec Mussolini, rendues dans le port de Santona aux Italiens de la Division «*Flechas Negras*».

³ Oviédo, la capitale asturienne, et l'ouest de la province ayant été conquis dès octobre 1936 par les insurgés nationalistes.

depuis la mer du croiseur *Almirante Cervera*. La chute du verrou d'El Mazuco au terme de deux semaines de combats acharnés ruina les espoirs républicains de tenir jusqu'à l'hiver, dont la rigueur aurait rendu les opérations militaires plus difficiles aux nationalistes.

Dès lors, les Nationalistes ayant aussi progressé depuis le sud et pris la ville côtière Ribadasella, le sort des Asturies républicaines était scellé, malgré le durcissement de la défense - affectée cependant par le manque de munitions et d'aviation - et le terrain montagneux entourant Gijon qui permettent aux forces républicaines de ralentir la progression ennemie ; et de tenir encore près d'un mois après la défaite d'El Mazuco.

Le 17 octobre, le *Conseil souverain* avait envisagé l'évacuation finale par mer et étudié sa faisabilité ; une évacuation qui va être compliquée par la destruction le 20 octobre dans le port de Gijon du destroyer *Ciscar* par une torpille larguée par un avion de la Légion Condor.

Cette évacuation va être décidée lors d'une ultime réunion à 12h30 le 20 octobre du *Conseil souverain*, présidée par Belarmino Tomas et avec la participation du colonel Prada, à partir des ports de Gijon, Candas et Avilés encore sous contrôle républicain ; des embarcations de tous types pouvant évacuer de 50 à 60 000 personnes, civils, militaires, responsables politiques.

Commencée ce 20 octobre à 14 heures, l'évacuation prendra fin le 21 octobre, quand les troupes franquistes entrent dans Gijon et Avilés.

Des combattants républicains non évacués partent dans les montagnes et pendant plusieurs mois mèneront des actions de guérilla.

L'ACCUEIL DES REFUGIES A TRAVERS LA FRANCE

Les images de réfugiés espagnols arrivant en France sont associées à la «Retirada» (la retraite), l'exode de plusieurs centaines de milliers de soldats républicains espagnols et leurs familles passant la frontière française au Perthus à la chute de la Catalogne conquise par les franquistes fin janvier 1939, et qui vont être parqués dans des camps établis notamment sur les plages méditerranéennes, tels ceux d'Argelès, du Barcarès, de Saint-Cyprien.

Pour autant, la France avait déjà reçu sur son sol entre juillet 1936 et octobre 1937, de la fermeture de la frontière franco-espagnole par la conquête d'Irun le 5 septembre 1936 à la prise de Gijon par les nationalistes le 21 octobre 1937, plus de 200 000 réfugiés.

Au moment de la chute d'Irun et de San Sébastien, 12 500 personnes se réfugient en France par la frontière terrestre, tandis que 27 500 font de même par mer, débarquant de Bayonne à l'embouchure de la Gironde ; la plupart - n'étant pas toujours bien reçus au Pays Basque français, fortement catholique et sous l'influence du député d'extrême-droite (PSF) Jean Ybarnégaray, qui a dit souhaiter la victoire de Franco - ne resteront pas longtemps en France et rejoindront rapidement la Zone républicaine centrale.

Lorsque l'offensive nationaliste contre la Biscaye et Bilbao va se développer, le gouvernement basque va prendre la décision de l'évacuation d'une partie importante de la population, notamment des familles des *gudaris* (militaires basques), à partir du début mai 1937.

En 61 traversées depuis Bilbao, Santander et Gijon effectuées sur 30 bateaux, comprenant médecins et infirmières, 84 000 réfugiés sont débarqués à Pauillac, 21 635 à la Pallice, 9000 à Saint-Nazaire, 1650 à Nantes et 350 au Verdon. Une noria de chalutiers amènera quelques milliers de réfugiés supplémentaires.

A la différence de la «Retirada» de 1939, qui intervient alors que le gouvernement Daladier s'apprête à reconnaître le pouvoir franquiste le 24 février, l'exode des réfugiés de la zone nord s'effectue avec la protection diplomatique du gouvernement républicain espagnol central et celle du gouvernement basque, qui a ouvert à Paris à l'automne 1936 une Délégation, quasi-ambassade, à Bordeaux et Bayonne deux autres délégations, quasi-consulats, et installé à Bidart un hôpital de 800 lits - la Roseraie - pour blessés mutilés. Le gouvernement basque en exil va recevoir l'appui de la Ligue Internationale des Amis du Peuple basque, créée en décembre 1938 avec le Cardinal Verdier, Mgr Feltin, Jacques Maritain, François Mauriac, Edouard Herriot, Auguste Champetier de Ribes, Claude Bourdet...

Les réfugiés vont aussi bénéficier de l'aide des municipalités et organisations ouvrières, CGT et Secours populaire en premier lieu.

Souhait du Gouvernement français, qui a réparti les réfugiés dans environ 70 départements, souhait des gouvernements républicain et basque espagnols qui souhaitent les réintégrer dans la République et son armée, souhait de la grande majorité des réfugiés de reprendre le combat, les retours vont intervenir rapidement : près de 100 000 réfugiés ont rejoint la Catalogne à la fin 1937, 36 000 sont passés par Hendaye...

Dans le **Finistère**, les premiers réfugiés étaient arrivés le 9 mai 1937 à Quimper en provenance du port de la Pallice où ils ont débarqué en provenance de Bilbao : 446 enfants accompagnés par un vingtaine d'infirmières et médecins de Bilbao. Pris en charge par la CGT, ils sont acheminés par bus à la colonie de vacances de Poulgouazec-en-Plouhinec. Ils seront suivis entre le 3 juin et le 10 août par dix convois successifs totalisant 1630 réfugiés pris en charge par l'État et, après avoir été vaccinés, acheminés vers des centres d'hébergement dans 90 communes du département.

A ces réfugiés évacués en coopération entre les gouvernements basque et français,⁴ il faut joindre les réfugiés embarqués sur des chalutiers depuis la côte basque mais aussi depuis les ports galiciens passés sous le contrôle des nationalistes au début de l'insurrection, tel le «*Novo Emden*», qui arrive à Concarneau où, plus tard, après la chute de Gijon, le «*Huerta*», qui viendra s'échouer à Penmarch avec 120 hommes à bord.

Dans le **Morbihan**, arrivés par train à Vannes, une soixantaine de réfugiés sont conduits à l'ancien hôpital situé rue de la Loi où ils résideront jusqu'au 13 octobre. D'autres sont dirigés sur Port-Louis, où un premier groupe - surtout des femmes et des enfants - était arrivé de Bilbao le 8 mai 1937 et avait été hébergé dans l'ancien hôpital maritime ; il fut rejoint le 9 juin par un deuxième groupe de 200 réfugiés, le 17 juin par un troisième groupe de 200 autres personnes, puis, le dernier, de 19 réfugiés, le 8 juillet. Le 30 septembre suivant, 150 réfugiés sont transférés de Port-Louis à Belle-Ile. Si les manifestations de solidarité avec les réfugiés sont nombreuses, ils sont en butte à l'hostilité du journal local *le Nouvelliste* qui, le 9 octobre, les accuse de dégradations à l'Hôpital maritime ; ce que le maire de Lorient qualifiera de «*pure imagination*».

Dans les **Côtes-du-Nord** (d'Armor), Encadré par des GMR, venant de la gare de Saint-Brieuc et en provenance de Saint-Nazaire, des réfugiés - femmes, enfants et vieillards - sont conduits jusqu'à un dépôt de machines agricoles désaffecté rue de Gouedic, où près de 500 personnes vont être confinées dans des conditions d'hygiène désastreuses. La solidarité va s'organiser : l'Abbé Vallée fait la tournée des commerçants de Saint-Brieuc pour trouver des vêtements, des chaussures aux enfants, A force de persévérance, et après avoir obtenu que l'armée fournisse une cantine de campagne, le curé et le Secours Populaire (ex-Secours rouge) de Saint-Brieuc, animé par Louis Gilloux, réussirent à répartir les réfugiés dans des locaux plus adaptés, dont une école de mousses-marins et une prison désaffectée de Guingamp ; les enfants orphelins étant confiés à des familles d'accueil ouvrières à partir de la Maison du Peuple de Saint-Brieuc.

En **Ille-et-Vilaine**, 618 premiers réfugiés arrivent à Rennes en juin 1937.

En **Loire-Inférieure** (Atlantique), 236 réfugiés espagnols, basques et asturiens sont accueillis à Ancenis au début de la guerre d'Espagne.

En **Charente-Maritime**, débarqués le 7 mai 1937 à la Rochelle du paquebot *Habana*, près de 450 enfants furent envoyés à la «*Maison heureuse*», colonie de vacances de la CGT à Boyardville dans l'île d'Oléron. D'autres prirent le train pour la Vendée, les Deux-Sèvres.

Dans la **Loire**, les premiers réfugiés basques accueillis le samedi 8 mai 1937 sont une centaine d'enfants arrivés en France par le port de la Rochelle et qui sont répartis dans des familles d'accueil de Saint-Etienne.

La semaine suivante, le quotidien local *La Loire Républicaine* du 15 mai 1937, annonce l'arrivée la veille de 400 femmes et enfants basques, qui sont hébergés à Saint-Etienne principalement au Domaine de Chantegrillet, anciens locaux des Frères des Ecoles chré-

⁴Conjointement à des navires de guerre britanniques, les cuirassés «*Bretagne*» et «*Lorraine*», le croiseur «*Emile Bertin*» et les contre-torpilleurs «*Tombleu*» et «*Fantasque*» protègent le départ des convois de réfugiés de Bilbao vers la France.



Le «Novo Emden», l'un des chalutiers surchargés de réfugiés...

tiennes ayant abrité de 1848 à 1927 l'Ecole Nationale Supérieure des Mines avant qu'elle ne déménage à son emplacement actuel du cours Fauriel. Ils y seront rejoints le 8 juin suivant par 397 autres femmes et enfants basques.

Dans l'Yonne, c'est le 24 mai 1937 qu'arrivent par train les 141 premiers enfants basques réfugiés, accompagnés de quelques Institutrices et mères ; 118 d'entre eux, pour la plupart logés dans l'ancienne sous-préfecture, étant envoyés à Tonnerre et 23 à Joigny. Ils seront suivis le 15 juin par 142 autres réfugiés répartis entre les cités d'Auxerre (51), de Joigny (17), de Sens (23) et de Migennes (51), cité dont le maire, M. Masson, préside le comité d'accueil et où ils seront hébergés dans les sous-sols du cinéma le Palace, avant d'être répartis dans des familles d'accueil volontaires.

En juillet 1937 arriveront dans le département 102 nouveaux jeunes réfugiés répartis dans 8 communes, suivis le 18 août par 198 derniers réfugiés, répartis sur 7 communes.

Des Colonies de vacances, telles celles de Malakoff à Fulvy ou de Montreuil-sous-Bois à Saint-Bris-le-Vineux, sont utilisées, de même qu'à Ormoy celle de la Société Amicale et de Prévoyance de la Préfecture de Police de la Ville de Paris ; des comités d'accueil sont mis en place dans plusieurs localités, telles Bléneau, Briennon, Migennes, Saint-Sauveur..., la municipalité de Saint-Fargeau vote une subvention de 500F.

Dans l'Ardèche, En juin 1937, des réfugiés basques sont hébergés dans le quartier de Chalamon, près des mines, à Saint-Priest.

Dans le Nord, près de Dunkerque, le dortoir d'un château est aménagé pour y recevoir des petits réfugiés basques. (*Humanité* du 9 juin 1937)

En Isère, les 31 juillet et 1^{er} août 1937, 300 réfugiés basques arrivent à Grenoble, suivis autour du 10 août par 190 autres. Une partie d'entre eux est envoyée à l'Ecole nationale de Voiron, une autre à l'école de Vaucresson, où leur est servi à leur arrivée un repas chaud avant qu'ils ne prennent le lendemain une douche et passent une visite médicale ; la rentrée scolaire impliquera de leur trouver un autre lieu d'hébergement : ce sera pendant les deux premières semaines de septembre l'Ecole Pratique de Commerce et

AIR PYRÉNÉES

Le 22 novembre 1936, avec des apports de fonds du gouvernement républicain espagnol et du gouvernement autonome basque, Auguste Amestoy et Abel Guidez créèrent la compagnie aérienne «Air Pyrénées», ouvrant une ligne reliant à la France, à partir de l'aérodrome de Biarritz-Palme, les capitales (Bilbao, Santander et Gijon) des trois entités de la zone républicaine du nord assiégée.

En 1937, «Air Pyrénées», avec une flotte de six petits bimoteurs (Potez 56 et 58, Caudron-Goéland, avions d'Air Speed...) pilotés par Abel Guidez, Léopold Galy¹, Jean Dary, José Yanguas², Laporte et Lebeau, effectuera jusqu'à la chute de Gijon (Asturies) de 3 à 5 vols quotidiens, emportant et ramenant passagers, courrier, fonds destinés aux fonctionnaires...

Les activités d'«Air Pyrénées» furent espionnées par les services secrets franquistes (SIMP³) bénéficiant du concours d'un notaire français membre des «Croix de feu», dont la villa jouxtait l'aérodrome de Biarritz et qui leur signalait les envois vers l'Espagne : le 26 mai 1937, l'avion de Léopold Galy, attaqué par des Heinkel de la légion Condor, eut une passagère tuée et fut détruit lors d'un atterrissage forcé, le 8 septembre suivant fut abattu à Ribadasella celui d'Abel Guidez, qui fut tué.

«FRANCE NAVIGATION»

La Compagnie «France-Navigation» fut créée le 15 avril 1937, dans le contexte de la non-intervention en Espagne et du blocus des côtes espagnoles républicaines, en premier lieu de celles de sa zone nord, parallèlement à la mise en place du «Comité Bilbao», présidé par le député communiste Paul Vaillant-Couturier et s'assignant pour objectif l'aide à la population civile de la ville et de sa région.

«France-Navigation», société anonyme par actions, dirigée notamment par Joseph Fritsch, Georges Gosnat⁴ et Giulio Ceretti⁵, acquit son premier bateau, le «Lucien-Delmas», pour 1 800 000 francs empruntés au journal «l'Humanité» et à la fédération CGT des métaux, les Républicains espagnols payant le fret et les assurances. La Compagnie acquerra au fil des mois, rachetés à d'autres armements, un total de 24 navires - dont le «Dairguermme» (ex-«Lucien-Delmas»), le «Guilvinec», le «Lézardrieux», le «Bonifacio», le «Canteleu», le «Prado», le «Croisset» le «Ploubazlanec», «Saint-Malo», le «Cap Pinède», le «Kerkennah», le «Trégastel», le «Gravelines», le «Biscarosse», le «Perros-Guirec», le «Winnipeg», rebaptisé «Paimpol»... - qui, armés avec des équipages «sûrs», aideront à briser le blocus de non-intervention pour ravitailler y compris en armes les zones républicaines, assurant des liaisons avec les ports soviétiques de Mer noire ou celui de Mourmansk.

Lors de la chute de la zone républicaine du Nord en 1937, puis en 1939 de la Catalogne et du reste de la zone républicaine, les navires de «France-Navigation» évacuèrent des milliers de réfugiés républicains de Bilbao, Santander et Gijon vers les ports français de l'Atlantique, puis, depuis Barcelone, Valence ou Carthagène vers ceux de la côte méditerranéenne et d'Afrique du Nord. Fin mars 1939, le «Winnipeg» ira secourir les derniers Républicains acculés à la mer dans le port d'Alicante, avant de conduire 2 000 réfugiés espagnols au Chili.

En octobre 1939, dans le contexte de l'interdiction du parti communiste par le Gouvernement Daladier, les navires de «France-Navigation» seront mis sous séquestre et ses dirigeants arrêtés⁶.

¹ Léopold Galy (décédé à 92 ans à Toulouse le 17 février 2001) avait précédemment été contacté par le cabinet de Pierre Cot, alors ministre de l'Air du Front populaire, pour évacuer par air vers la France une partie des réserves de la Banque de Bilbao, la ville étant menacée par les troupes de Franco. Résistant, Léopold Galy participera, dès la libération de Toulouse le 19 août 1944, à l'armement de cinq Dewoitine 520 entreposés à la SNCASE et qui, repeints aux couleurs tricolores avec une croix de Lorraine, partiront attaquer les colonnes allemandes. Regroupés au sein d'un groupe de chasse FFI commandé par Marcel Doret, ils interviendront sur le front de la «Poche de Royan» et seront ensuite intégrés au groupe Saintonge.

Après la Guerre, Léopold Galy sera pilote d'essai, pilote de ligne sur Caravelle (il aura pour passager le cosmonaute Youri Gagarine), et prendra sa retraite en 1966.

² Yanguas, acheté par le SIMP, passera aux Franquistes.

³ SIMP : Servicio de Información y Policía Militar.

⁴ Georges Gosnat (1914-1982). Après guerre, il sera Sous-secrétaire d'État à l'Armement du gouvernement Georges Bidault du 24 juin 1946 au 28 novembre 1946, député communiste de Charente-Maritime (1945-1956), du Val-de-Marne (1964-1982).

⁵ Giulio Ceretti (1903-1985). Antifasciste italien émigré en France, membre du Comité Central du Parti communiste français sous le nom de Pierre Allard. Après Guerre, il sera en Italie ministre des Coopératives et sénateur du Parti communiste italien.

⁶ Henri Heyriès, capitaine du «Dairguermme», Résistant, arrêté, emprisonné à Eysses, fut un des dirigeants de la révolte de la centrale et fut fusillé avec 11 autres dirigeants de l'insurrection le 23 février 1944. Francine Fromond, secrétaire de Giulio Ceretti au siège de «France Navigation», Résistante, fut fusillée par les Allemands le 5 août 1944.

d'Industrie de Grenoble pour ceux hébergés à l'école Vaucresson. Puis les deux groupes seront rassemblés au Fort-Barraux, réaménagé et où le directeur, M. Durand, commissaire des postes de Voiron, est assisté d'un gradé et deux gendarmes.

Les réfugiés basques de l'Isère, comme ceux des départements voisins de la région,

Drôme, Haute-Loire, Ardèche, Haute-Savoie, et ceux des autres départements d'accueil, vont, conformément aux vœux des gouvernements français et basque, être tous rapatriés durant le mois d'octobre vers la Catalogne républicaine via les ports de Sète et Cerbère ; une quarantaine via Hendaye retournera au Pays basque sous contrôle nationaliste...

LA RESISTANCE AUX PAYS-BAS

Le 10 mai 1940, en même temps que la Wehrmacht et la Luftwaffe passent à l'offensive à l'Ouest, attaquant la Belgique et le Luxembourg – pourtant neutres – et la France à travers le massif forestier des Ardennes, elles agressent sans déclaration de guerre les Pays-Bas – eux aussi neutres – afin de faciliter le passage de ses troupes dans le Limbourg (Maastricht) et de prendre le contrôle du littoral néerlandais face à l'Angleterre.

Ne disposant d'aucune force blindée conséquente, que d'une aviation faiblement dotée en appareils offensifs et défensifs (66 chasseurs et 57 bombardiers, dont des biplans), de seulement 350 000 hommes de forces terrestres, l'Armée néerlandaise, commandée par le général Henri Winkelmann, doit faire face aux 750 000 hommes et 750 blindés du groupe d'armées B du corps de bataille allemand, appuyés par 1150 avions.

La stratégie défensive néerlandaise de lignes concentriques de défense s'appuyant sur l'inondation des terres basses et les grosses rivières parallèles à la frontière allemande, censées retarder pendant quelques jours l'offensive ennemie le temps nécessaire à l'arrivée à travers la Belgique d'une armée de secours française¹, va être rapidement mise en échec par l'agresseur, à l'exception – dès le 10 mai – de la tentative repoussée des parachutistes allemands sur la Haye afin de s'emparer de la famille royale.

Cette tentative, ainsi que l'enfoncement des lignes de front défensives, vont conduire la Reine Wilhelmine à décider de mettre à l'abri la princesse héritière Juliana, son mari, le prince Bernhard, et ses deux enfants en bas âge, qui embarquent dans la nuit du 12 au 13 mai sur le destroyer britannique «HMS Codrington».

Le midi du 13 mai, à son tour, la Reine Wilhelmine – se réfugie en Grande-Bretagne à bord du destroyer «HMS Hereward» ; le même jour, à 17h20, après avoir transféré les pouvoirs civils et militaires au commandant en chef des armées Winkelmann et les ministères à leurs secrétaires généraux, le gouvernement – dont le premier ministre Dirk Jan de Geer – quitta lui aussi le pays sur le «HMS Windsor», pour Londres.

Le 14 mai, après le bombardement incendiaire terroriste sur Rotterdam en début d'après-midi détruisant 24000 maisons et faisant un millier de victimes civiles, le général Winkelmann, après avoir demandé à ses troupes de détruire leurs armes, leur donna à 19 heures l'ordre de la reddition, qui fut effective le 15 mai au matin ; toutefois, des troupes néerlandaises poursuivirent le combat aux côtés

de troupes françaises en Zélande à l'embouchure de l'Escaut jusqu'au 18 mai.

Plus de 4500 militaires, policiers et marins réussirent à se réfugier en Grande-Bretagne, avec le concours de bâtiments de la marine de guerre et de la marine marchande. Par ailleurs, 2 croiseurs, 1 destroyer, 9 sous-marins, 2 canonnières, 1 sloop et 6 vedettes lance-torpilles réfugiés formeront le noyau des forces navales néerlandaises libres en Grande-Bretagne.

Rejoints par des citoyens néerlandais échappés du continent, avant qu'à peine plus d'un mois plus tard la Wehrmacht ne prenne le contrôle du littoral français de la Manche et de l'Atlantique, ainsi que par des militaires en provenance de l'Empire colonial des Pays-Bas², ces militaires policiers et marins formeront les forces néerlandaises libres.



La reine Wilhelmine devant le Congrès U.S. en 1942

Ayant par sécurité envoyé la princesse Juliana et ses enfants au Canada, afin qu'ils ne risquent pas d'être capturés ou tués, si elle-même l'était, la Reine Wilhelmine dirigea à Londres durant toute la Guerre le Gouvernement néerlandais en exil, remplaçant le 3 septembre 1940 le premier ministre de Geer, qui souhaitait entrer en négociations avec Hitler, par Pieter Sjoerds Gerbrandy, finançant de ses deniers le poste Résistant «Radio Oranje» et nommant son gendre «commandant en chef des forces de Résistance», que le Bureau Bijzondere Opdrachten (Bureau des Missions Spéciales) du gouvernement en exil était chargé de coordonner. Churchill, dira de la reine Wilhelmine qu'elle était «le seul homme parmi tous ces chefs d'Etat en exil».

L'OCCUPATION NAZIE

La capitulation des forces armées néerlandaises et le départ en exil de la Reine

² En Amérique du Sud (Guyane hollandaise, actuel Suriname), îles dans les Antilles et en Asie, les Indes néerlandaises (actuelle Indonésie), vaste archipel s'étendant du sud de l'Asie aux abords de l'Australie, riche en matières premières dont le stratégique pétrole.

Les Indes néerlandaises seront attaquées par le Japon le 11 janvier 1942. Surclassées, les forces néerlandaises capituleront le 9 mars.

De 12 000 à 20 000 militaires néerlandais et indonésiens, ainsi qu'une quarantaine d'avions, 2 croiseurs légers, 4 destroyers, 7 sous-marins et une dizaine d'autres bâtiments et cargos de moindre importance se seront réfugiés en Australie – avec près de 200 000 civils – et poursuivront la lutte au sein des forces alliées du Pacifique.

L'Occupation japonaise des Indes néerlandaises y entraînera la mort de près de 4 millions de civils.

et du Gouvernement vont créer dans le pays un vide que ne comble que très partiellement le Collège des secrétaires généraux des ministères.

Un gouverneur militaire allemand, Alexander von Falkenhausen, va exercer le pouvoir de l'occupant du 16 au 29 mai 1940, jusqu'à la nomination d'Arthur von Seyss-Inquart³ au poste de Reichskommissar, tandis que de hauts fonctionnaires nazis allemands devenaient Commissaires généraux à la Justice, à l'Economie, à l'administration, aux finances, aux affaires politiques...

La politique d'Hitler et des hauts dignitaires nazis à l'égard des Pays-Bas et du peuple néerlandais va osciller entre le respect d'une indépendance territoriale, sous réserve de liens étroits avec le Reich, et une volonté d'annexion au Reich d'un peuple germanique. Dilemme qui sera aussi celui des nazis néerlandais.

Le «Nationaal-Socialistische Beweging» (Mouvement National-Socialiste ; NSB), fut fondé le 1^{er} décembre 1931 par Anton Adriaan Mussert, doté d'une milice en uniforme noir – les *Veer Afdelingen* (troupes d'assaut) – qui entama la lutte contre les partis de gauche. En mars 1935, le parti nazi néerlandais, dont l'effectif atteint 52000 membres, recueille 8% des voix aux élections provinciales. Cet essor inquiétant suscitera les réactions des partis démocratiques, ainsi que la condamnation de l'Eglise catholique ; un «Comité de Vigilance anti-national-socialiste des Intellectuels» verra le jour. Aux élections législatives de mars 1937, le NSB, avec 4,2% des voix, sera en recul, et ses effectifs auront fondu à 29000 membres début 1940.

Le NSB⁴ – qui par la bouche de son «Leider» Mussert avait dit, fin avril 1940, attendre «l'arrivée de troupes allemandes les bras croisés» – va voir dans la défaite du pays une opportunité, espérant être appelé par l'occupant à le diriger.

Celui-ci, qui a des contacts avec le premier ministre en exil de Geer avant qu'il ne soit renvoyé, va d'abord essayer d'obtenir la coopération du personnel politique néerlandais, des socialistes à la droite, celle de l'administration et des responsables économiques. Plusieurs tentatives en ce sens, telle celle de formation d'une «Union néerlandaise» – créée fin juillet 1940 et dissoute en décembre 1941 – n'aboutirent pas, du fait de la persistance, contradictoire avec les buts annexionnistes allemands à moyen terme, du sentiment national néerlandais.

Le 12 décembre 1941, le NSB fut reconnu par le Reichskommissar Seyss-Inquart comme parti unique aux Pays-Bas

³ Ancien Führer du parti nazi autrichien et dernier chancelier de l'Autriche avant l'Anschluss de 1938 au Reich allemand.

⁴ Exista aussi un autre parti fasciste, le «Parti National-socialiste Néerlandais des Travailleurs» (NSNAP), fondé en août 1933 dans la Ruhr par des immigrés hollandais, qui préconisait l'annexion au Reich. Au début de l'Occupation, le NSNAP se dota de Stormafdelingen (Sections d'Assaut). Il fut «invité» par l'occupant à se fondre ans le NSB.

¹ La 60^e division d'infanterie et la 68^e division d'infanterie de marine françaises rejoignirent la Flandre Zélandaise, c'est-à-dire la partie du territoire néerlandais située au sud de l'Escaut occidental et où huit bataillons néerlandais étaient présents. Elles firent retraite avec les forces néerlandaises vers le port belge d'Ostende.

et, un an plus tard, en décembre 1942, lors d'une rencontre avec Hitler à Berlin, Adrian Mussert fut adoubé «*Leider* [(Guide)] du peuple hollandais». La collaboration des nazis néerlandais avec l'occupant allemand va se concrétiser par leur participation à la formation de deux divisions SS formées de volontaires néerlandais, dont le recrutement commença dès l'été 1940 au sein du régiment SS Westland. L'entrée en guerre du Reich contre l'URSS en juin 1941 conduisit à la création d'une «*Legion Niederlande*» contre le Bolchevisme commandée par un ancien chef d'état-major de l'Armée royale, le lieutenant-général H.A. Seyffardt, envoyée sur le front Est, devant Leningrad assiégée.

Legion *Niederland* qui sera intégrée à la SS, devenant en octobre 1943 la 4. SS *Freiwilligen Panzergrenadier Brigade Nederland*, puis en janvier 1945 la 23. SS-*Freiwilligen Panzergrenadier Division Nederland*, qui combattra en Estonie, dans la poche de Courlande avant être évacuée par mer vers la Poméranie où elle sera capturée par les Soviétiques en avril 1945.

Quant à la 34. SS-*Freiwilligen Grenadier Division Landstorm Nederland*, elle fut formée à partir des unités territoriales (*Landstorm*) des miliciens du NSB ; d'abord comme brigade puis en février 1945 comme division, intégrant plusieurs milliers de nazis néerlandais réfugiés en Allemagne devant l'avance alliée à travers la Belgique. Engagée contre les partisans du nord-Brabant, elle participera début mai 1945 aux derniers combats à l'ouest à contre les troupes canadiennes. De 20 à 25 000 nazis néerlandais servirent dans la Wehrmacht et la SS.

Les nazis néerlandais se firent aussi les auxiliaires intérieurs de l'Occupant, qui mit le pays en coupe réglée, notamment dans le domaine des produits alimentaires, dont une grande partie prit le chemin de l'Allemagne ; un *Arbeitseinsatz* (Service du travail) fut créé, 400 000 travailleurs furent envoyés de force en Allemagne. Quant aux libertés publiques, elles furent abolies : en dehors du NSB et de ses organisations satellites, pas de partis politiques, de syndicats, l'écoute de *Radio Orange* fut évidemment interdite...

Les nazis néerlandais participèrent aussi aux persécutions contre la communauté juive forte de 140 000 personnes. Dès juin 1940 puis à l'été et à l'automne, de premières mesures discriminatoires sont prises à leur encontre : exclusion des services de défense civile, de la fonction publique, de l'Université. Un *Bureau Juif* entreprend leur recensement constituant ainsi un redoutable fichier...

En février 1941, des provocations des miliciens du NSB dans le quartier Juif d'Amsterdam, le *Waterlooplein*, se conclut par l'arrestation de 425 hommes de 25 à 35 ans, internés comme otages ou déportés. Mais la déportation massive des Juifs à partir de 1942 sera la conséquence des décisions de la conférence de Wansee. Les camps de Westerbork, de Vught et d'Amersfoort ouverts sur le sol néerlandais vont être les antichambres de Buchenwald, Mauthausen, Auschwitz... Où dis-

parurent 110 000 des 140 000 Juifs néerlandais. Parmi eux, Anne Frank...

ESSOR ET UNITE DE LA RESISTANCE

Les persécutions contre les Juifs vont être à l'origine des premières manifestations publiques de Résistance : protestations à Leyde en 1940 contre l'épuration ethnique de l'Université et surtout, à l'instigation du Parti communiste (CPN) clandestin, la grève générale à Amsterdam les 25 et 26 février 1941 pour protester contre les premières rafles de Juifs. En juillet 1942, un télégramme de protestation contre les mesures antisémites et de déportation envoyé par les dirigeants catholiques et protestants à Seyss-Inquart et lu dans les églises et les temples entrainera en représailles l'arrestation des Juifs convertis, celle de prêtres...

Deux autres grèves de Résistance seront déclenchées, en avril-mai 1943 contre le projet de l'occupant de renvoyer en captivité les 300 000 soldats néerlandais faits prisonniers en 1940 et libérés comme germaniques et, dans les chemins de fer, celle de septembre 1944 en soutien de l'offensive alliée vers la Ruhr (*Opération Market Garden*).

La Résistance néerlandaise se manifestera aussi de manière spectaculaire par l'exécution par un groupe de Résistants communistes le 5 février 1943 du général Seyffardt, figure de proue de la SS néerlandaise, et l'attentat en mars 1945 qui prit pour cible Hans Albin Rauter, «*Chef suprême de la SS et de la Police*» et Commissaire à la sécurité du Reich aux Pays-Bas.⁵

La Résistance néerlandaise organisée va avoir deux grandes composantes, l'une directement dépendante de l'action du Gouvernement en exil à Londres et l'autre née sur le sol du Pays occupé. Au sein de cette dernière, le Parti Communiste des Pays-Bas (*Communistische Partij Neder-*



Des Résistants néerlandais aux côtés de militaires alliés lors de «*Market Garden*».

land, CPN) jouera un rôle important. Dès le 15 mai 1940, il mit un appareil clandestin autour de Paul de Groot, Lou Jansen et Jan Dieters. Ayant connu une courte période de positionnement incertain autour du thème de la guerre inter-impérialiste, il est interdit dès juillet 1940 par l'occupant

⁵ Grièvement blessé, il survécut. En représailles, les Allemands fusillèrent 116 prisonniers – et 1 soldat allemand ayant refusé de participer au massacre – sur les lieux mêmes de l'attaque, 49 au camp de concentration d'Amersfoort, 38 à La Haye, 53 à Amsterdam et 6 à Utrecht. Rauter, responsable de nombreux crimes contre les Juifs et les Résistants sera condamné et fusillé en 1949.

nazi. En novembre 1940 paraît le 1^{er} n° de son organe clandestin *De Waarheid* (La Vérité) et il va jouer un rôle décisif dans la grève de février 1941. Engagé dans la lutte politique et dans des actions de sabotage, il fut l'objet d'une dure répression de la part de la Gestapo, qui bénéficia des fichiers d'avant-guerre de la police néerlandaise, voire pour une part de son concours. Plusieurs dizaines de cadres clandestins du CPN furent arrêtés et exécutés, de nombreux autres déportés

Le CPN va être partie prenante de la constitution le 1^{er} mai 1943 du «*Raad van Verzet*», le «*Conseil de la Résistance*», avec les autres mouvements de Résistance tel le *Knokpleg* (Groupe d'Assaut, KP, 550 membres, engagé dans des actions armées contre les collaborateurs), la *Onderduikers aan de hulp de voor de Landelijke Organisatie* (Organisation nationale d'aide aux proscrits, BAS), ou l'*Orde Dienst* (service d'Ordre, OD), préparant le retour d'exil du gouvernement.

Mentionnons aussi le rôle d'organisations locales de Résistance, tel le *groupe de Valkenburg*, le rôle des lettres pastorales de l'Eglise réformée, celui du *Naational Steunfonds* (Fonds national d'Assistance), sorte de banque clandestine gérant les fonds de la Résistance.

En septembre 1944, le prince Bernhard, mari de la princesse héritière Juliana, étant nommé par la Reine Wilhelmine à la tête de la Résistance, celle-ci unifiera ses forces militaires dans les «*Nederlandse Binnenlandse Strijdkrachten*» (Forces néerlandaises de l'intérieur).



Une plaque au camp du Struthof, en Alsace...

La libération des Pays-Bas commença avec l'entrée des troupes américaines Maastricht le 13 septembre 1944, et s'acheva le 5 mai 1945 quand les Canadiens libérèrent l'ouest de la Hollande, incluant Rotterdam, la Haye et Amsterdam. Près de 10 000 Résistants avaient durant ces 5 années d'occupation donné leur vie pour en hâter l'heure.

EN FRANCE AUSSI...

Des Néerlandais participèrent en France à la Résistance antinazie, tels ceux du groupe «*Dutch Paris*», lié à *Libération Nord*, ou Max Windmüller, qui mit sur pied d'une filière d'évasion de Néerlandais vers l'Espagne et prit la direction de la section hollandaise de l'Organisation Juive de Combat (O.J.C.) ; arrêté, il fut assassiné le 21 avril 1945 lors de l'évacuation de Buchenwald.

Et des navires néerlandais firent partie de la flotte alliée lors du débarquement du 6 juin 1944 en Normandie.

FRANCE

L'EXTREME-DROITE ET SES LIAISONS DANGEREUSES

Depuis la fin 2012, la France a connu de nombreuses manifestations hostiles au projet gouvernemental d'étendre le droit au mariage aux couples du même sexe ; des manifestations qui, au fil des semaines et des mois, se sont radicalisées, avec parfois des incidents violents.

C'est qu'aux côtés de manifestants présents pour affirmer des conceptions éthiques traditionnelles ou religieuses de la famille et de la société, puis parmi eux, ont été présents des groupes politiques extrémistes de tradition homophobe et politico-religieux intégristes, parfois impliqués dans des agressions contre des homosexuels,

certains plongeant leurs racines dans les heures sombres que connut notre pays il y a plus de soixante-dix ans.

Inquiétants sont les liens qui, dans ces rassemblements, se sont créés - ou se sont affichés de plus en plus clairement - entre différentes composantes de la mouvance d'extrême-droite, que nous examinons ci-dessous, et certains secteurs de la droite traditionnelle. Lesquels, au-delà de discours sur des valeurs parfois partagées et de dénégations obligées, peuvent voir aussi dans ce mouvement «anti-mariage pour tous» une opportunité de nouer des relations potentiellement utiles lors des prochaines échéances électorales...

JEUNESSES NATIONALISTES

C'est de fait avec une double filiation que sont nées les Jeunesses Nationalistes : avec Pierre Sidos, le dirigeant de **L'ŒUVRE FRANÇAISE**, et avec Jean-Marie Le Pen, le fondateur du **FRONT NATIONAL**.

Les Jeunesses Nationalistes ont été fondées par Alexandre Gabriac, adhérent au Front National à 13 ans en 2004, secrétaire départemental du Front National de la Jeunesse (FNJ) de l'Isère en 2007, coordinateur de la campagne européenne de Le Pen en 2009, élu conseiller régional FN de Rhône-Alpes en 2010, membre du Comité central du FN le 16 janvier 2011, et exclu du FN en avril 2011 après publi-

cation d'une photo le montrant faisant le salut fasciste et nazi.

Quant à l'autre dirigeant des Jeunesses Nationalistes, Yvan Benedetti, âgé de 48 ans, c'est un vieux routier de l'extrême-droite, élu en janvier 2010 au Comité central du Front National dont, hostile à la nouvelle présidente Marine Le Pen, il sera exclu en juin 2011 pour avoir déclaré à un journaliste « je suis antisioniste, antisémite et antijuif ». Directeur de la revue «Jeune Nation» dans les années 1990-2000, premier condamné pour homophobie après une campagne menée contre la Gay Pride de Lyon, il fut au sein du Front National un proche de Bruno Gollnisch, dont il soutint les candidatures électorales et à la présidence du FN.

Benedetti organise annuellement depuis le début des années 2000 un «Forum de la Nation» où se retrouvent personnalités et mouvements d'extrême-droite : Bruno Gollnisch, Pierre Sidos, le *Front National*, le *Renouveau Français*, la *Nouvelle Droite populaire*, *Terre et Peuple*, et *L'Œuvre Française*, dont tant Gabriac que Benedetti sont membres ; ce dernier en étant devenu président en février 2012.

des premiers mouvements néofascistes de l'après-guerre, *Jeune Nation*, qui sera interdit en 1958. Puis en 1964, il devient le porte-parole du mouvement *Occident*, qui compta, dans les années 1966-67 parmi ses membres Gérard Longuet, Alain Madelin, Patrick Devedjian, Hervé Novelli, Claude Coasguez..., et qui, impliqué dans de nombreux actes de violence, fut dissous le 1^{er} novembre 1968.

Pierre Sidos fonda aussitôt *L'Œuvre française*, dont il a gardé la présidence jusque début 2012, la transmettant alors à Yvan Benedetti.



A g. Yvan Benedetti, à d. Alexandre Gabriac



L'inspiration pétainiste née des origines est évidente : «anti-ploutocrate, anti-bolchevik, antijuif» !

L'ŒUVRE FRANÇAISE

Pierre Sidos, aujourd'hui âgé de 86 ans, fut, entre 1942 et 1944, membre de la Jeunesse Franciste, l'organisation de jeunesse du Parti Franciste de Marcel Bucard, l'un des partis de la collaboration avec l'occupant nazi.

Fils de François Sidos, nommé début août 1944 Inspecteur général adjoint au maintien de l'ordre par le gouvernement pétainiste finissant, puis - s'étant réfugié dans la Poche de la Rochelle restée sous contrôle allemand - jusqu'en 1945 chef de la «Délégation atlantique» de la «Délégation gouvernementale française» pétainiste de Sigmaringen, et, après une tentative avortée de fuite en Espagne, fusillé le 28 mars 1945, Pierre Sidos fut lui-même poursuivi pour ses activités sous l'Occupation et emprisonné jusqu'en 1946.

Avec ses frères François et Jacques, Pierre Sidos fut fondateur en 1948 d'un

L'Œuvre Française prit dès sa création comme emblème la Croix celtique, censée représenter les origines du peuple français, et se dota d'un uniforme (veste bleue, chemise blanche, cravate rouge).

A l'élection présidentielle de 2007, *L'Œuvre Française*, appela à voter Jean-Marie Le Pen, ceux de ses membres alors aussi membres du Front National étant, comme Benedetti, proches de Gollnisch. La résolution finale de son dernier congrès début 2012, fait appel «aux hommes d'ordre, conscients des dangers mortels qui menacent l'existence de leur culture et des fondements de la civilisation dont ils sont les héritiers», et a affirmé sa solidarité avec le défunt Kadhafi, la Syrie d'Assad, la Russie de Poutine et l'Iran d'Ahmanidejab... »

Les militants de *L'Œuvre Française* ont été très actifs dans les manifestations «anti-mariage pour tous».



LE RENOUVEAU FRANÇAIS

«Organisation nationaliste fondée en 2005, le RF s'appuie sur une communauté importante et soudée de militants et cadres. Notre nationalisme se veut d'inspiration contre-révolutionnaire et catholique». Ainsi se présente lui-même le «Renouveau Français».



Le Renouveau Français, qui compte plusieurs centaines de militants en Ile-de-France, en Alsace, Anjou, Berry, Bourgogne, Bretagne, Normandie, et qui avait en 2007 appelé à voter Le Pen, a, lors de la succession de Le Pen à la tête du Front National, marqué face à Marine Le Pen sa préférence pour Gollnisch, participant à la Fête des patriotes organisée en novembre 2010 par ce dernier.

Le Renouveau Français est lié à plusieurs mouvements néofascistes rassemblés au sein du Front National Européen, dont le NPD allemand, la Phalange espagnole, Forza Nuova italienne, Aube Dorée, le parti néonazi grec entré récemment au parlement...

Organisant des stages de formation durant lesquels on parle autant aux muscles qu'au cerveau, le Renouveau Français a été particulièrement présent dans les échauffourées opposant les forces de l'ordre à certains des manifestants anti-«mariage pour tous».

LE GROUPE UNION DEFENSE

Le G.U.D. a été créé sous le nom de **Groupe Union Droit** au lendemain des «événements» de mai-juin 1968 par d'anciens militants du Mouvement Occident dissous le 31 octobre 1968, tel Alain Robert, ancien de la Fédération des Etudiants Nationalistes (FEN) et qui deviendra l'un des dirigeants du mouvement ultra-violent Ordre nouveau, lui aussi dissous le 21 juin 1973.

Alain Robert poursuivra son militantisme politique au Front National, dont il sera à ses débuts le secrétaire général, puis au Centre National des Indépendants et Paysans, au RPR, dont il devient en 1987 secrétaire national à la formation, et à l'UMP, entrant à son comité central en 2004 ; il est en 2013, après en avoir été le secrétaire général, le Délégué général, chargé de mission auprès du Président du Mouvement National des Elus Locaux, André Santini (Les vice-présidents étant Gérard Longuet, Brice Hortefeux, Hervé Novelli...), le MNEL rassemblant de nombreux élus de l'ancienne majorité.

Le GUD participera en 1995 à la campagne présidentielle de Le Pen, en 1998 à la création d'Unité radicale, le mouvement qui sera dissous en 2002 après l'attentat manqué de l'un de ses membres, Max Brunerie, contre Jacques Chirac.

Réactivé fin 2009, le G.U.D. a des adhérents notamment à Paris, Lyon et Nancy, où il est impliqué dans des affrontements à l'arme blanche.



A l'occasion des «manifestations anti-mariage pour tous», le G.U.D.-Nancy s'est «illustré» en postant sur les réseaux sociaux d'internet un autocollant appelant explicitement à la violence contre les homosexuels.

LE BLOC IDENTITAIRE

La création du «**BLOC IDENTITAIRE - MOUVEMENT SOCIAL EUROPÉEN**» le 6 avril 2003 est la conséquence de la dissolution quelques mois plus tôt d'Unité radicale.

Avec pour logo un sanglier stylisé, censé représenter l'identité nationale, le Bloc identitaire, présidé par Fabrice Robert, ancien conseiller municipal Front National de la Courneuve, ancien d'Unité radicale, condamné en 1992 pour distribution de tracts niant l'existence des chambres à gaz.

Le Bloc identitaire se structure en groupes régionaux, en Alsace, Auvergne, Bretagne, Ile-de-France, Languedoc, Lyonnais, Pays niçois..., faisant appel aux identités régionales, aux références historiques locales...

Il n'hésite pas non plus - les Identitaires du Lyonnais s'auto-désignent «Résistants du Lyonnais» et mettent sur leur site le «Chant des Partisans» avant un lien vers des sites xénophobes - à se référer... à la Résistance, à partir d'un syllogisme : «hier, les Résistants luttèrent contre l'occupation de la France par les Allemands, les Identitaires luttent aujourd'hui contre son occupation par... les immigrés». Entendez par «immigrés» quasi-exclusivement les Maghrébins, Turcs, Africains noirs... ; et plus spécifiquement les musulmans : les identitaires sont à l'initiative des soupes identitaires au porc, des apéros de rue saucisson-beaujolais...



Revendiquant 2000 adhérents, le Bloc identitaire a participé aux élections locales et régionales, obtenant des scores se situant en général au dessous de 5%, à l'exception de l'Alsace et du Vaucluse où ils ont monté selon les scrutins jusqu'à 8 et 9%.

Jacques Bompard, député-maire d'Orange, animateur de la **LIGUE DU SUD**, fait l'interface entre les Identitaires et le Front National.

Quant au positionnement du Bloc identitaire dans le mouvement «anti-mariage pour tous», l'affiche reproduite ci-dessus est explicite ; avec une touche raciste...

LES INTEGRISTES

La médiatisation de Frigide Barjot a fait passer au second plan une autre figure, plus discrète et b.c.b.g., celle de Béatrice Bourges, l'animatrice du **PRINTEMPS FRANÇAIS**, mouvement qu'elle présente comme étant spontanément «né sur les Champs-Élysées le 24 mars au milieu des gaz lacrymogènes...» lors des affrontements avec les forces de police. Certes, si ce n'est que le sigle «Printemps français» avait été déposé auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) le 26 février 2013 par... Béatrice Bourges.

Cette dernière, ancienne attachée parlementaire des députés RPR Franck Borotra et André Damien, elle-même candidate Divers droite en 2002 dans la 1^{re} circonscription des Yvelines (7,86%), est liée à la mouvance intégriste catholique représentée notamment par le mouvement **CIVITAS**, et l'**INSTITUT ICTUS**.



CIVITAS est l'héritier de la Cité Catholique, mouvement intégriste catholique fondé le 29 juillet 1946 par Jean Ousset, un intellectuel catholique maurassien d'Action française et ancien de la Jeune Légion des Combattants pétainiste. Aujourd'hui Civitas, toujours dans la mouvance d'extrême-droite et qui comprend parmi ses membres Jacques Bompard, est impliqué dans des actions violentes comme l'agression contre les «Femen» lors de la manifestation «anti-mariage pour tous» à Lyon le 10 novembre dernier.

Quant à l'Institut ICTUS, il prend aussi ses origines dans la Cité catholique de Jean Ousset. Ictus et Civitas sont à l'origine des prières de rue à l'issue des manifestations anti-«mariage pour tous».

LE FRONT NATIONAL

Il n'est guère besoin de présenter le Front National, la plus importante composante de l'extrême-droite, à nos lecteurs.

Relativement discret au premier plan, sauf en essayant d'imposer la visibilité de ses élus aux côtés de ceux de droite, le Front National n'en a pas moins été partie prenante du Mouvement «anti-mariage pour tous».



HOMMAGE AUX HEROS DE L'AFFICHE ROUGE

Plus de 100 personnes ont, comme chaque année depuis la Libération et malgré un froid intense, rendu le 24 février dernier un émouvant hommage au cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine où ils reposent, aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien, et dont le martyre a été rendu célèbre par l'Affiche rouge ainsi que par le célèbre poème d'Aragon.

La cérémonie, organisée par l'ANACR avec l'aide de la mairie d'Ivry, était placée sous la présidence d'honneur de M. Kader ARIF, ministre-délégué chargé des Anciens Combattants, représenté par M. Jean-Louis DELPUECH, directeur du Service départemental de Paris de l'ONAC, et la présidence effective de Louis CORTOT, Compagnon de la Libération, Président de l'ANACR. On remarquait la présence notamment de M. Olivier BEAUBILLARD, maire-adjoint d'Ivry représentant M. le maire, Pierre GOSNAT, de M. Robert CREANGE, Vice-président de l'UFAC représentant le Président GOIJAT, de Mme Agnieszka KUCINSKA, Conseiller, chef de la section consulaire de l'Ambassade de Pologne, de M. Vahé VAHRAMIAN, conseiller de l'Ambassade d'Arménie, de M. le général FORTINO, attaché de Défense de l'Ambassade d'Italie. La Direction nationale de l'ANACR était représentée par Jacques VARIN, Secrétaire général, Jean-Paul RIFFAULT, Secrétaire général-adjoint, Christiane TARDIF, Guy DESCHAMPS, Charles SANCET, membres du Bureau National, celle du Comité de Paris de l'ANACR par Jean-Louis CORTOT, secrétaire général et membre du Conseil national.

L'intervention liminaire de Louis CORTOT, après avoir rappelé que cette cérémonie prit naissance dès février 1945 afin d'honorer, sans jamais s'interrompre depuis, le sacrifice des héros de l'Affiche rouge, évoqua plus spécifiquement la part prise par la communauté arménienne dans la Résistance. Elle fut suivie de l'Appel des Morts pour la France lu par Jacques VARIN et Jean-Louis CORTOT.

Puis des Gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian par M. BEAUBILLARD au nom de M. Pierre GOSNAT, maire d'IVRY, par Mme KUCINSKA au nom de M. l'Ambassadeur de Pologne, par le général FORTINO au nom de M. l'Ambassadeur d'Italie, par M. VAHRAMIAN au nom de M. l'Ambassadeur d'Arménie. Des gerbes furent aussi déposées par Mme Chantal GOURVIC au nom des Conseillers généraux d'Ivry, par M. Jean-Luc LAURENT, député-maire du Kremlin-Bicêtre, par Mme Sandrine BERNARD, maire-adjointe d'Ivry au nom de la Section Léon-Blum d'Ivry du Parti Socialiste, par Robert CREANGE, secrétaire général, au nom de la FNDIRP, par Georges DUFAU-EPSTEIN, président, au nom du Comité National du Souvenir des fusillés du Mont-Valérien, par Arsène TCHAKARIAN, Président d'honneur

et Antoine BAGBIDIAN, président, au nom de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants Arméniens de France, au nom de Patrick JARRY, maire de Nanterre, de l'Association des Garibaldiens, de l'Union Culturelle Française des Arméniens de France, du Mouvement des Arméniens de France pour le Progrès, du Comité national du PCF, de l'ARAC, de l'ACER, de l'UJRE, du PRCF, de l'Association des Familles de fusillés et Massacrés de la Résistance Française, et, au nom de l'ANACR, par Louis CORTOT et Jacques VARIN.

Puis Charles SANCET rappela ce que fut la férocité de la répression pétainiste et nazie et le courage des combattants antifascistes de toutes nations. «Dès l'été 1940, dans la France occupée, asservie, martyrisée, regroupés dans la M.O.I. (...) bientôt dotée de groupes de combat qui seront partie constitutive des FTP, ces immigrés avaient mené aux côtés des Résistants français une lutte incessante pour hâter l'heure de la Libération de leur patrie d'adoption, pour abattre le fascisme.

«En affirmant, par ce combat commun, leur volonté, sans oublier leur pays d'origine, de lier leur sort à celui du peuple français : «Je meurs pour la Liberté, pour la France et pour la Pologne», s'écria Stanislas Kubacki quelques instants avant d'être fusillé. Spartaco Fontano, jeune immigré italien de 22 ans qui fit, aux côtés de Missak Manouchian et de Joseph Bocsov, partie du triangle de direction du groupe FTP-M.O.I., dit lui aussi, dans sa dernière lettre, sa certitude de la victoire toute proche : J'ai rejoint l'Armée de la Libération, et je meurs alors que la victoire arrive...».

Charles Sancet souligna ensuite que, dans un monde qui connaît toujours les guerres, le racisme, la xénophobie, la menace du fascisme, «le travail de maintien et de transmission de la mémoire, auquel participe notre cérémonie annuelle d'hommage aux martyrs du Groupe Manouchian-Bocsov, est non seulement un devoir mais une nécessité.

«Les années s'ajoutent aux années, mais nous avons et auront - l'ANACR aura - à cœur de perpétuer une cérémonie qui honore les martyrs d'un passé tragique et glorieux, dont les combats restent, quant à leur sens démocratique et humaniste, d'une actualité évidente».

Furent interprétés «L'Affiche rouge», Le «Chant des Partisans» et «La Marseillaise».

De gauche à droite sur nos photos, Arsène Tchakarian, dernier survivant du Groupe FTP-M.O.I. commandé par Missak Manouchian, Mme Agnieszka Kucinska, chef de la section consulaire de l'ambassade de Pologne, le général Fortino, attaché de Défense de l'Ambassade d'Italie, Charles Sancet prononçant son discours, une partie de l'Assistance.



SEIZIEME JOURNEE MEMOIRE A MONTELMIMAR

Le Comité ANACR de Montélimar, avec le soutien de la Ville, du Conseil Général de la Drôme et de l'Inspection d'Académie et de l'ANACR départementale, a organisé deux rencontres de témoignage-débat sur le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2013 : « COMMUNIQUER POUR RÉSISTER, 1940-1945 », autour de Henriette DUBOIS, Résistante, agent de liaison FTPF zone sud, Jacques VARIN, Historien, (Paris), Jean SAUVAGEON, Historien (Drôme).

Le matin, des jeunes par centaines, plus de 300 collégiens et lycéens cette année, ont, une fois de plus, accompagnés de leurs professeurs, bravé le froid et la neige pour participer à la conférence témoignage-débat « Communiquer pour résister, 1940-1945 » organisée par le comité ANACR de Montélimar. Année après année, pour la seizième fois consécutive, aura pu se dérouler cette Journée Mémoire construite autour du Concours National de la Résistance et de la Déportation, intégrée au protocole de Montélimar, avec réception à midi à l'hôtel-de-Ville, inscription sur le livre d'or par les invités, clôturée par une rencontre « tout public » en fin d'après-midi ; celle-ci étant renforcée par les 40 choristes « d'Arpège » dirigés par Michèle Piqué.

Quelque soixante-dix ans après les « Années sombres », il devient de plus en plus difficile pour les organisateurs de donner la parole à des témoins directs et acteurs de la Résistance. Ainsi, Louis Cortot, dont la présence était prévue de longue date à dû, au dernier moment, renoncer à être présent. Les jeunes ont d'autant plus apprécié le témoignage d'Henriette Dubois, autre co-présidente nationale de l'ANACR, ayant conservé avec une étonnante précision de souvenirs les diverses formes de missions d'agent de liaison du service de renseignements FTPF de la zone sud dont elle fut responsable. Entendre et échanger avec celle qui fut tour à tour « Nelly » puis « Michèle » aura été une occasion privilégiée de prendre conscience que si les femmes dans la Résistance furent minoritaires, l'action n'aurait pu se concevoir sans elles. Elle fut, pour la circonstance épaulée par deux historiens, Jacques Varin venu de Paris, secrétaire général de l'ANACR, pour les vues d'ensemble et Jean Sauvageon pour les exemples drômois.

Ce fut avec les jeunes l'occasion d'un échange passionnant, la rencontre étant animée par Jean Lovie, président du Comité et Mireille Monier-Lovie, présidente départementale déléguée. Des jeunes remarquables par leurs qualités d'attention, nombre d'entre

eux préparant le Concours, posant des questions judicieuses telles « Les Résistants étaient-ils tous de gauche ? », « étaient-ils tous français ? », « y avait-il des traîtres au sein de la Résistance ? »...

Pour eux, comme pour la rencontre du soir, ce fut l'occasion de réfléchir autant sur le pluralisme de la Résistance que sur l'extraordinaire mouvement de liberté d'expression, tracts, graffitis, journaux qui aura pu, de façon irrésistible emporter la bataille d'une opinion dominée par l'attentisme ; ceci, quel qu'en soit le prix, jusqu'au martyre.

Renforcée par le chant des Partisans et clôturée par l'hymne européen et la Marseillaise, la séance « tout public » permit en fin d'après-midi d'approfondir encore le message avec les exemples locaux de l'impression à Montélimar de Libération en 1943 et le journal de « La Drôme en Armes » initiée par Louis Aragon et Elsa Triolet.

Feuilleter le livre d'or de Montélimar à l'hôtel de Ville, Henriette Dubois et Jacques Varin purent y retrouver avec émotion les mots laissés au fil du temps par Lucie Aubrac, Violette Maurice, Denise Vernay, le colonel Rol-Tanguy et Robert Chambeiron, Pierre Sudreau et Marie-Jo Chombard de Lauwe, Pierre Fugain et Raymond Aubrac, Michèle Agniel et Lise London, Jean-Pierre Vernant et Jacques Delarue, Charles Palant, Marc Ferro, Maurice Voutey, Jean-Louis Crémieux-Brilhac...

Le Concours National de la Résistance et de la Déportation 2013 aura encore mobilisé à Montélimar et laissé de bien forts et durables souvenirs ; de quoi donner un sens renforcé à la citoyenneté des collégiens et lycéens ; un certain nombre d'entre eux n'auront pas hésité à prolonger le dialogue, le regard admiratif, avec Henriette Dubois, le partage de la mémoire ayant suscité l'adhésion à l'ANACR de professeurs accompagnateurs. Qui a parlé d'indifférence ?

Jean Lovie et Mireille Monier-Lovie

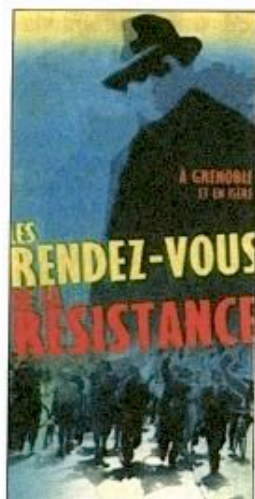
LES RENDEZ-VOUS DE LA RESISTANCE A GRENOBLE ET EN ISERE

Pendant une décennie, initié par les « Amis de la Résistance », l'ANACR de l'Isère a organisé le « Festival isérois du film sur la Résistance », qui est devenu en 2011 les « Rendez-vous de la Résistance à Grenoble et en Isère ».

Depuis le 19 janvier 2013 plusieurs films, un spectacle théâtral, une rencontre avec un écrivain ont déjà été proposés au public de plusieurs villes du département. A Saint-Egrève fut projeté le film *l'Armée du Crime* de Robert Guédiguian, en présence de Claude Collin, historien, et d'Alfred Rolland, ancien Résistant, à Villard-Bonnot fut projeté le 15 février à l'Espace Aragon le film de Gaylen Ross « *le Juif qui négocia avec les nazis* », et monté dans le même Espace devant 350 personnes le 19 février le spectacle théâtral « *Résister c'est exister* ».

Le jeudi 21 février, fut présenté à Saint-Martin-d'Hères, avec la participation de l'historien Valade, le film de Pascal Convert « *Raymond Aubrac, reconstruire* ». Les 12 et 13 mars, à l'Espace Schœlcher de Seyssins eurent lieu une rencontre avec l'écrivain Michel Etiévent, qui, après la projection d'un documentaire de Michel Zembruch, présenta et dédicça son livre « *Ambroise Croizat ou l'invention sociale* », consacré au Résistant devenu ministre et dont le nom est associé aux grandes réformes sociales de Libération (Retraites, sécurité sociale...) ; la deuxième soirée étant consacrée au film de Gilles Perret « *De mémoire d'ouvriers* ».

Jusqu'au 27 mai, d'autres séances sont prévues à Grenoble les jeudi 4 avril et lundi 27 mai, au palais du Parlement et au Méliès, à Eybens, le lundi 13 mai à L'autre Rive.



LA VIE DE L'ASSOCIATION

CHER **DEVOIR DE MEMOIRE : UN PANNEAU EN BORDURE DE ROCADE A BOURGES**

Ils furent 41 résistants, dont 38 du Cher, à être fusillés sur le terrain militaire de Montifault. Chaque année, à la veille de la journée anniversaire de la Libération de Bourges, hommage était rendu à ces victimes du nazisme à la petite stèle discrète, proche de l'école Marcel Sembat...

La construction de la rocade «Est» de l'agglomération de Bourges a permis à un groupe d'élèves du Lycée Alain-Fournier, encadrés de leur professeur d'histoire, Madame Jacquet, de retrouver le lieu où ces malheureux Résistants étaient passés par les armes, comme ce matin glacial du 7 octobre 1943.

Ce jour-là Duruisseau, Lucas, Pecqueux, Clément, Rollin, Lagarde, Rozier et Tapissier, tous du groupe «Libération-Sud», après avoir été arrêtés par l'agent de la Gestapo Rissler (ex-Picault), et interrogés et torturés par Paoli, internés à la prison du Bordiot, étaient exécutés ; leur groupe étant décimé...



Grâce à l'opiniâtreté de Marcel Renaudat, ancien Résistant, blessé près de Vierzon en 1944, président du comité ANACR de Bourges, et les soutiens de l'Etat, du Conseil général du Cher, de la ville de Bourges et du Comité d'Union départemental des associations de Résistants et Déportés du Cher, les milliers d'automobilistes qui fréquentent chaque jour cette rocade, entre les portes de Nevers et Moulins, sauront ce que fut le sacrifice de ces hommes de l'ombre... pour notre Liberté.

Illustré par un dessin du président-délégué départemental du comité ANACR du Cher, Jean-Michel Athomas, le panneau a été dévoilé au regard des automobilistes par Maurice Renaudat, accompagné de MM. Nicolas Quillet, Préfet du Cher, Alain Rafesthain, président du Conseil Général et Serge Lepelletier, Maire de Bourges.

CONGRES DE LONS-LE-SAUNIER

Ainsi qu'indiqué par la Trésorière nationale, Nicole Zerline, lors de la présentation de son Rapport financier à la séance du samedi après-midi 6 octobre 2012 du congrès national de l'ANACR réuni à Lons-le Saunier, nous publions ci-dessous les comptes cumulés de l'ANACR, réunissant ceux du Siège national - l'Association au sens commun du terme - et ceux du Centre Delestraint-Fabien, structure de santé totalement à but non lucratif appartenant à l'ANACR mais ayant une gestion totalement séparée.

	2010	2011
Au passif (en €)		
FONDS SOCIAUX	2 861 526	2 855 153
EMPRUNTS	1 137 084	831 102
PROVISIONS (RISQUES, CHARGES)	14 000	196 900
DETTES A COURT TERME	525 947	565 699
A l'actif (en €)		
IMMOBILISATIONS NETTES	2 231 226	2 079 304
CREANCES A COURT TERME	405 539	353 673
COMPTES FINANCIERS	1 901 792	2 015 877

ERRATUM : Isabelle Tissier (Indre) a été incluse par erreur dans la liste des membres du Conseil National de l'ANACR publiée dans notre précédent numéro.

SOUSCRIPTION POUR LA RÉNOVATION DU SIÈGE NATIONAL

Confirmant une résolution du Congrès de Marseille en 2008, les congressistes d'Agen ont décidé en 2010 de lancer une souscription pour la rénovation du siège national de l'ANACR, acquis en 1968 et nécessitant des travaux pour maintenir en état le patrimoine de l'ANACR, pour se mettre en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. Cette souscription s'est adressée aux Comités départementaux et locaux pouvant y participer ; il a été possible à titre individuel d'apporter son soutien.

Le changement de toutes les fenêtres a été effectué pour un montant de 8.761,54 €, les travaux de plomberie pour un montant de 3.464,81 €, la mise aux normes du réseau électrique interne pour un montant de 17.423,36 €, la rénovation

des murs, plafonds et peintures pour un coût final de 23.573,98 € ; soit un coût total des travaux de 52.223,69 €. Des changements de matériels de bureau obsolètes ou devenus inutilisables entraîneront une dépense supplémentaire d'environ 2.000 €.

A ce jour, la souscription réalisée totalise 47.769,80 €. La Direction nationale l'ANACR remercie tous les comités locaux et départementaux, ainsi que tous les adhérents et les lecteurs du Journal de la Résistance qui, par leurs dons, ont permis la réalisation de ces travaux.

Il reste cependant à financer une part des travaux effectués : la souscription continue donc...

6^e LISTE

Comité local de Pamiers, Basse-Ariège, Pays d'Oltmos (09) : 50€ ; Comité départemental de la Charente (16) : 200 € ; M. Claude Gerenton, Ajaccio (20A) : 20 € ; Comité départemental de la Dordogne (24) : 300 € ; M. Charles Delecolle (49) : 20€ ; Mme Fainzang Beaugeois (75019-Paris) : 50 € ; Mme Madeleine Roturier (75020-Paris) : 50 €.

TOTAL de la 6^e Liste : 690 € :

TOTAL GENERAL : 47 769,80€.

SOUSCRIPTION NATIONALE

COMITE DEPARTEMENTAL ANACR DE

COMITE LOCAL ANACR DE

Le Président : Le Trésorier :

Mme, M

Verse : € Pour la rénovation du siège national

Chèque joint à l'ordre de l'ANACR

Envoyer au siège à :

ANACR, 79 rue Saint-Blaise 75020-PARIS

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Jean MIROUZE (Lot-et-Garonne)

En juin 1940, quand la France est vaincue par la Wehrmacht nazie, occupée, coupée en deux, par une ligne de démarcation, Jean Mirouze vient d'avoir 18 ans, né dans une famille paysanne modeste d'origine ariégeoise venue en Lot-et-Garonne et qui a été sensibilisée aux débats politiques et luttes sociales dans la société française lors du Front populaire, à la menace fasciste lors de la guerre dans l'Espagne toute proche. Appelé lorsqu'il aura 20 ans aux «Chantiers de Jeunesse», substitut pétainiste non-armé du service militaire, il en refusera l'embarquement idéologique laudateur du maréchal Pétain et de sa «Révolution nationale» ; une rixe le conduira à l'hôpital à Toulouse. Libéré des Chantiers, une menace pèsera sur lui, celle du Service du Travail Obligatoire, le S.T.O., qui doit conduire en Allemagne plusieurs centaines de milliers de jeunes. Une perspective qu'il refusera, allant même jusqu'à organiser un car au départ d'Aiguillon pour se rendre à un manifestation de protestation conte le départ au S.T.O. Cette menace du S.T.O., cette attitude de résistance qui attire l'attention sur lui, vont conduire Jean à quitter Aiguillon pour se réfugier dans l'Ariège où vit la sœur de sa mère. Travaillant quelques mois dans une usine de sabots, il occupera divers emplois éphémères. Jean Mirouze avait assisté aux prémices de la Résistance, à Aiguillon dès le début juillet 1940, avec de premières manifestations hostiles à l'armistice. Son oncle, Lucien Caujolle, commerçant à Aiguillon, sera arrêté le 5 décembre 1940 avec «4 autres individus dangereux pour l'Etat français» et interné un temps au camp de Buzet. Jean sera en contact avec la Résistance lors de son séjour à Toulouse, puis avec le Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France. C'est une rencontre ultérieure avec Lucien Caujolle qui le conduira à passer dans la clandestinité en mai 1943 et à un maquis FTPF de la Région de Tarbes. Revenu dans l'Ariège, il va - échappant à diverses reprises à des arrestations - circuler dans tout le département, avec pour mission d'inspecter les emplacements d'implantation des maquis afin de vérifier s'ils sont défendables, si les mesures de surveillance des abords et voies d'accès sont correctement mises en place, si des itinéraires de dégagement sont prévus. Une mission qui débouchera sur des responsabilités au sein de l'état-major FTP de l'Ariège, dont il est nommé le 30 juin 1944 commissaire adjoint aux effectifs. Participant au maquis de la Crouzette, avec lequel il mènera diverses opérations de sabotage, maquis qui sera attaqué le 21 juillet 1944 sous la conduite de l'intendant régional de police de Toulouse par des unités de la Milice, des GMR, de Waffen-SS allemands et français, Jean Mirouze, à l'issue d'une bataille de dix heures durant laquelle deux Résistants sont tués, réussira avec plusieurs autres maquisards à échapper à l'encercllement. Près d'un mois plus tard, il participera à la libération de Pamiers le 17 août et, le 22 août à la Bataille de Castelnaud-Durban, à l'issue de laquelle 1 542 Allemands et supplétifs turkestanais se rendirent à 450 maquisards. Jean Mirouze sera délégué au sein du Comité départemental de Libération par les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (FUJP), dont il est membre au titre des Jeunes Paysans Patriotes. De 1944 à 1946, il participera au Service Civique de la Jeunesse mis en place par l'Union de la Jeunesse Républicaine de France dans laquelle s'intégreront, avec la Fédération des Jeunes communistes et d'autres organisations de jeunesse résistante, les Jeunes

Paysans Patriotes. Service Civique de la Jeunesse impliqué dans la reconstruction des villes dévastées, dans la solidarité avec les populations victimes de la guerre et vivant en grande précarité. De même, il participera au Service de préparation militaire mis en place par l'UJRF dès avant même que le Service officiel ne soit reconstitué. Il sera membre de l'UJRF départementale jusqu'en 1948, poursuivant par la suite son engagement politique au Parti Communiste au sein duquel il se verra confier des responsabilités départementales et nationales. Il s'engagera aussi à la Libération au sein de l'Amicale des Anciens FTPF, qui dépassera en 1954 sa composante communiste autour de laquelle elle s'était contractée dans le contexte de la guerre froide, en devenant l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, l'ANACR, s'élargissant à toutes les composantes (communistes, gaullistes, socialistes, chrétiens et autres), structures (mouvements, réseaux, maquis) et formes (lutte armée, propagande, renseignement) de la Résistance ; Jean en deviendra, il y a près de 30 ans, auprès d'hommes comme André Huser, Jean Barrès, René Filhol, Willy Robinson, Gilbert Patrici, un responsable départemental dans le Lot-et-Garonne avant d'en devenir le Président-délégué départemental en 2000. Il en sera aussi un responsable national, étant élu au Conseil national de l'ANACR lors de son congrès tenu à Blois en 1988 puis au Bureau National en 1994 au congrès de Vichy. Il en restera membre jusqu'en octobre 2010, ayant demandé au congrès d'Agen l'honorariat de ces deux responsabilités. Défenseur de la fondation des Ami(e)s de la Résistance, de leur développement, de l'accroissement de leur rôle dans l'Association, il avait le souci de transmettre la mémoire des luttes de la Résistance, dont témoignent sa participation au Concours de la Résistance et de la Déportation, son travail mémoriel de recueil des souvenirs de ses camarades de la résistance, publiés dans les «Cahiers de la Résistance en Lot-et-Garonne». Il eut aussi un rôle important pendant de longues années auprès du Centre Delestraint-Fabien, le Centre de Soins de suite appartenant à l'ANACR et dont il présidait de fait le Conseil de gestion en délégation du Président national, ainsi que dans l'Association du Domaine de Ferrié sur le sol duquel est implanté le Centre et qu'il présida jusqu'à il y a quelques mois.

Gisèle GUILLEMOT (Paris)

Née le 24 février 1922 à Mondeville (Calvados) d'une mère normande et d'un père italien, Gisèle Guillemot vécut sa jeunesse dans la cité ouvrière du Plateau de Mondeville-Colombelles-Giber-ville, au pied de l'usine métallurgique, la S.M.N. où son-beau père est comptable. Renvoyée de l'école du Plateau, elle poursuivra sa scolarité à l'école primaire puis au cours complémentaire Henri-Sellier de Colombelles où elle sera marquée par l'enseignement d'un couple d'instituteurs militants de la pédagogie Freinet, qui lui apprendront «à penser», découvrant la littérature, le théâtre, la poésie et l'écriture. Agée de 14 ans, elle participe aux mouvements sociaux de 1936 et du Front Populaire ainsi qu'à des actions de solidarité avec la République espagnole. Dès le début de l'Occupation, à l'été 1940, elle entre en résistance avec des copains du Plateau, participant à des distributions de tracts, à de nombreux sabotages contre la Wehrmacht, tels les déraillements du 16 avril et du 1^{er} mai 1942 sur la ligne Paris-Cherbourg, qui

provoquèrent la mort d'une quarantaine d'Allemands. Après l'arrestation par les gendarmes de Colombelles de l'un d'entre eux et son exécution comme otage le 15 décembre 1941, le groupe se dispersa (Sur six membres, quatre seront fusillés ou tués lors d'affrontements ultérieurs, par les nazis). Gisèle adhère au Parti Communiste, alors illégal, et, au printemps 1941, elle rejoint le Front National de lutte pour l'Indépendance de la France, devenant responsable du Front Patriotique de la Jeunesse dans le Calvados. Agent de liaison, sous le pseudonyme d'«Annick», elle est arrêtée le 9 avril 1943 avec vingt-trois de ses camarades par la Gestapo et la Brigade spéciale de Rouen. Emprisonnés à Caen puis transférés à Fresnes, ils y seront jugés par le Tribunal Spécial de Lübeck. Condamnés à mort le 13 juillet 1943, quatorze hommes sont fusillés au Mont Valérien le 14 août 1943. Gisèle et Edmone Robert, institutrice à Saint-Aubin-sur-Algot, elles aussi condamnées à mort, sont classées «Nacht und Nebel» et déportées en Allemagne vers les prisons de Lübeck et Cottbus, au cours d'un périple ferroviaire de 89 jours à travers l'Allemagne et la Pologne en passant par Dantzig. A l'automne 1944, elle est transférée au camp de Ravensbrück puis, en mars 1945, à Mauthausen où elle est libérée le 20 avril 1945 par la Croix Rouge suédoise. Dès les années 1980, soucieuse du travail de mémoire et de la nécessité de transmettre les valeurs de la Résistance, Gisèle Guillemot témoignera surtout auprès des jeunes et des scolaires. En 2001, elle publia aux Editions L'Harmattan, «Entre parenthèses. De Colombelles à Mauthausen», récit de ses souvenirs de Résistance et de Déportation. Une partie de son œuvre poétique entamée en déportation paraîtra en 2004 sous le titre «Des mots contre l'oubli» à l'occasion du festival «Les Germinales de Colombelles». Militante responsable de la FNDIRP, elle était membre du Conseil National de l'ANACR depuis son congrès de Brive en 1978, réélue lors du Congrès de Lons-le-Saunier en octobre 2012, elle en était coprésidente du Comité départemental de Paris. Gisèle Guillemot était Commandeur de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Médaille de la Déportation pour faits de Résistance.

Jules STOFFELS (Luxembourg)

Disparu en janvier dernier à l'âge de 92 ans, Jules Stoffels, Président de l'Association des Anciens Combattants Volontaires Luxembourgeois de la Résistance Française (ACVLRFF), s'évada le 21 juillet 1941 vers la France du Luxembourg occupé par les nazis. Arrivé en zone Sud, il fut incorporé dans plusieurs camps de travailleurs étrangers (Digne, Lunel, Montagnac, Chateaufort-les-Bains). Début 1942, il réussit à être comme étudiant à l'Université de Grenoble. Agent de renseignement du réseau franco-luxembourgeois «Charlotte», en contact avec le réseau franco-belge installé dans la région de Grenoble, il est aussi en contact - par l'intermédiaire d'étudiants alsaciens réfugiés à Grenoble - avec le réseau «Gallois». Après le débarquement en Normandie, il rejoint le maquis de la Chartreuse, «secteur 2», comme agent de liaison, effectuant des transports d'armes. Depuis 1946, il participa à de nombreux congrès des Anciens FTPF puis de l'ANACR. Jules Stoffels, ingénieur commercial diplômé de l'université de Grenoble, de Sciences-Po (Paris), Docteur en sciences économiques de la Sorbonne (pari), membre de l'Institut Grand-ducal, était Professeur honoraire en Sciences économiques

et sociales. Il était Grand Officier de l'Ordre Grand-ducal de la Couronne de Chêne, Grand Officier de l'Ordre du Mérite du Grand-duché de Luxembourg, Commandeur de l'Ordre National du Mérite français, officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre française avec palme, Croix de Guerre luxembourgeoise, et titulaire de plusieurs autres distinctions.

Pierre MAGADOUX (Haute-Vienne)

Né le 15 août 1912 près d'Eymoutiers, dans une famille d'agriculteurs, et décédé le 1^{er} janvier 2013, Pierre Magadoux, figure de la Résistance en Haute-Vienne, avait passé sa jeunesse à aider sa famille à la ferme. Passionné très vite pour la politique, il adhéra en 1934 au Parti Communiste. Mobilisé en 1939, il tenta, au moment de la débâcle en 1940, de rejoindre à pied, depuis les Ardennes, son Limousin natal. Arrêté par les Allemands près de Giens, il travailla comme prisonnier dans une ferme des alentours, s'évadant le 1^{er} janvier 1941 pour regagner la ferme familiale. Le fait d'avoir chanté l'*Internationale* dans le car qui le ramène, avec ses amis, de la foire d'Eymoutiers, lui vaut d'être arrêté par la police française et interné 21 mois au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe, dans le Tarn ; d'où il s'évade en mars 1943. Il rejoint Georges Guingouin dans la clandestinité et devient un de ses quatre premiers compagnons dans le maquis. Commandant de la première brigade FTP du Colonel Guingouin, le 9 juin 1944, il participe, avec son groupe, à l'enlèvement d'une automitrailleuse appartenant à la division blindée Waffen SS Das Reich, et en juillet 1944 à la bataille du Mont Gargan. Grâce à son courage, à sa connaissance du terrain, à son esprit d'organisation, le «Commandant Pierre» fut l'un des bras droits du libérateur de Limoges. Résistant de la première heure, il a été Commandant FTP puis FFI, et a été décoré de la Croix de guerre 39/45 et de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance. Le 15 août dernier, il avait fêté ses 100 ans, ses amis de l'ANACR lui ont remis, à cette occasion, le diplôme de fidélité à l'ANACR. Il laisse un récit passionnant, édité par l'ANACR, «Mémoires de Pierre Magadoux, Commandant FTP dans le maquis de Georges Guingouin».

Roger BOURNAUD (ANACR-RATP)

Décédé le 29 janvier 2013 à l'âge de 99 ans, Roger Bournaud commença sa vie active après avoir passé son certificat d'études primaires à l'âge de 12 ans comme apprenti dans une entreprise de feronnerie d'art de Belleville. Adhérent à la CGTU en 1932, il participera aux luttes politiques et sociales contre la menace fasciste en 1934, pour la victoire du Front populaire en 1936, pour la solidarité avec la République espagnole et le soutien aux brigadistes partis combattre le fascisme en Espagne. Entré en mai 1937 comme forgeron aux Ateliers de Choisy de la Compagnie du Chemin de fer Métropolitain de Paris (CMP), il est mobilisé en 1939-1940 pendant 8 mois durant la «Drôle de guerre» sur la ligne Maginot avant d'être hospitalisé pour une appendicite aiguë. Après s'être replié en vélo à Limoges, il regagne Paris après la défaite, avec un revolver 6/35 sous sa selle... Après de petits emplois, il reprend son travail de forgeron à la CMP. Aux ateliers de Saint-Ouen du réseau ferré en 1941-1942, il est muté en 1943 à ceux de Charonne (Paris 20^e). Ayant rejoint en 1940 le Parti communiste clandestin et son Organisation spéciale (O.S.), il participe à la reconstitution clandestine du syndicat CGT et à la mise en place des «Comités populaires». En 1943, sous le pseudonyme clandestin de «Le Lorrain», il sera nommé responsable régional aux cadres FTFP pour les 11^e et 19^e arrondissements de Paris et à la responsabilité d'un important secteur de la Résistance au sein de la CMP. Prenant

une part active à la Libération de Paris, il prolongera son engagement syndical après la Guerre dans la mise en place du régime de Sécurité sociale (CCAS), il sera président-administrateur de la caisse de Prévoyance, secrétaire général de l'Union Syndicale des retraités (USR-CGT) du Métro. Membre du Bureau de l'ANACR-RATP, il en était un des Présidents d'honneur.

Henri CAILLAVET (Hautes-Pyrénées/Lot-et-Garonne)

Décédé à l'âge de 99 ans le 27 février 2013 à Bourisp, commune des Hautes-Pyrénées dont il avait été maire de 1959 à 1983, Henri Caillavet, dès 1940, s'était opposé à la politique du Régime pétainiste, dont parmi les premières mesures figurait l'interdiction de la Franc-maçonnerie ; qu'il avait rejointe en 1935, son père étant par ailleurs vénérable d'une loge à Agen du Grand Orient de France. Interné le 28 octobre 1940, durant 24 heures, au camp de Noé, empêché de passer son agrégation de Droit, «faute de mieux», il plaidera comme avocat au barreau de Bagnères-de-Bigorre. Avec des amis et membres de sa famille, il constitua dans la région de Bagnères-de-Bigorre un réseau lié au mouvement «Combat». Après avoir organisé des passages vers les Forces de la France Libre par l'Espagne, il tenta lui-même de rejoindre les Forces de la France Libre. Ses actions anti-pétainistes provoqueront son arrestation en mai 1942 ; il sera toutefois relâché «faute de preuve». Après la Libération, élu à 32 ans, le 2 juin 1946, député du Lot-et-Garonne à la seconde Assemblée constituante, gardant son siège de député jusqu'en 1958, il sera conseiller général radical-socialiste du canton d'Astaffort de 1951 à 1963. Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-mer en 1953, Secrétaire d'Etat à la Marine nationale puis à l'Intérieur dans le gouvernement Mendès-France en 1954-1955, il s'oppose en 1958 au retour au pouvoir du général de Gaulle et à la nouvelle Constitution de la 5^e République. Il quittera ensuite le Lot-et-Garonne pour s'établir à Bourisp, dont il sera élu maire. Il se présentera toutefois aux élections sénatoriales en juin 1967 en Lot-et-Garonne, dont il sera sénateur de 1967 à 1983, cumulant ce mandat avec celui de député européen de 1979 à 1984.

Jacqueline DANGOIS (Haute-Saône)

Décédée le 28 janvier dernier à 86 ans, Jacqueline Dangois (née Goustiaux) entra malgré son jeune âge en Résistance grâce à ses parents, eux-mêmes Résistants, devenant à 17 ans agent de liaison. Arrêtée par la Gestapo de Chaumont sur dénonciation le 4 avril 1944, violemment interrogée, mise au secret, 17 jours sans boire, elle nie tout ; des dossiers allemands évoquent son courage. Elle connaît les prisons de Chaumont, Dijon, du Fort de Romainville, le terrible camp de Sarrebruck Neue-Brem où, plus jeune des 64 femmes du convoi L241, elle arrive le 4 juillet 1944, et qui sera la dernière étape avant le camp de Ravensbrück où, sous le matricule 47150, elle est affectée au Kommando de Neubrandenburg. Fin avril 1945, épuisée, elle est admise au revier (infirmerie), antichambre de la mort, à laquelle elle échappe par sa libération par l'intermédiaire de la Croix-Rouge suédoise le 28 avril 1945. Transférée avec d'autres malades à Lübeck puis à Trelleborg (Suède), où le représentant français les accueille en ces termes «On ne dira jamais assez combien furent grands votre courage et votre abnégation dans la lutte, vous qui furent les meilleurs soldats de la Résistance», elle ne pourra envoyer un message à sa mère que 6 semaines plus tard, ne rentrant en France, dans sa famille à Voisey, que fin juillet 1945. Elle était titulaire de la Légion

d'honneur, de la Médaille militaire, de la Croix de Guerre avec palme, de la Médaille de la Résistance, de la médaille de la Déportation, du Titre de Reconnaissance de la Nation et d'autres distinctions.

Renée BOUBERT (Somme)

Décédée à l'âge de 92 ans, Renée Boubert et son mari Lucien, tous deux instituteurs dans différents villages participèrent activement à la Résistance à l'occupant qui se manifesta dès juin 1940. Son mari ayant rejoint les FTP et bien que leur domicile ait été en partie réquisitionné par les Allemands, Renée réceptionnait, cachait et distribuait des tracts, confectionnait des armes parfois cachées dans un landau, hébergeant même des Résistants traqués. Présidente de la section Santerre-Vermandois de l'ANACR, elle avait reçu le 14 juillet 2010 le diplôme d'honneur des combattants 1939-1945.

André TANGUY, Louis LE BOUEDEC, Armand GUEGUAN (Morbihan)

Né à Lanester en 1923, André Tanguy venait d'entrer comme apprenti au centre de formation de la DCAN quand éclata la Guerre. Réfugié à Pluvigner, réfractaire au S.T.O., il entra dans la Résistance active à la fin de l'année 1943. Intégré au 2^e bataillon FFI commandé par Le Garrec, il prit part aux combats de Saint-Marcel. C'est là qu'il reçut son nom de guerre («Dodoche»), notamment pour le différencier de deux autres jeunes portant le même prénom. Son groupe put se replier sur Sérent et ayant échappé aux représailles des Allemands, il participa à la Libération d'Auray début août 1944. Puis André fut intégré, au 4^e bataillon des Rangers sur le front de la Vilaine courant 1944-1945. Adhérent des premiers jours de l'ANACR du Morbihan, il mit pendant 25 ans ses compétences et son énergie au service de notre association pour gérer la revue de la Résistance bretonne, «Ami entends-tu».

Louis Le Bouëdec, né le 12 février 1903, à Kersabiec, à Keryado, alors territoire de la commune de Ploemeur, entra à l'arsenal de Lorient à l'âge de 14 ans. Il gravira tous les échelons finissant ingénieur-directeur du Centre de formation technique de la DCAN de Lorient et des écoles préparatoires aux écoles techniques de l'armement. Durant la Seconde Guerre mondiale, Louis Le Bouëdec, occupant le poste stratégique de chef de la Pyrotechnie de Tréfavon à Lorient, occupée le 21 juin 1940 par les troupes allemandes, mit sa vie en péril en renseignant le réseau de résistance «Alliance». À la Libération, il fut chargé de la remise en état du site et assura de nombreuses missions de neutralisation d'engins dangereux. En 1949, il fut nommé, à titre exceptionnel, chevalier de la Légion d'honneur.

Né le 1^{er} février 1920, Armand Guéguan est mobilisé le 6 juin 1940 à Bordeaux ; ce même jour, son frère Ferdinand est tué près de Rouen. Appelé début juillet aux Chantiers de jeunesse, à Rouet, dans le Var, il n'en sera libéré que le 1^{er} mars 1941. A son retour à Languidic, il reprend le travail à la menuiserie jusqu'en 1943 et, à la fin de l'année, il rejoint la Résistance, Ancien FFI du premier 1^{er} bataillon ORA, il intègre l'armée à la Libération. De retour en octobre 1945 à la vie civile, il reprend son activité de menuisier à Lorient puis s'installe fin 1948 à Lorient avec son épouse Marie-Thérèse. S'investissant à sa retraite dans les associations patriotiques, membre de l'ANACR, il était le doyen des membres du bureau du comité d'entente des Anciens combattants. Armand Guéguan était titulaire de la Croix de C.V.R., de la Croix de guerre 1939-1945 avec étoile de bronze, de la Croix du Combattant avec barrette.

Je fais actuellement des recherches sur un parent ancien résistant, Henri CASENAVE, qui travaillait aux PTT. Faisant partie des FTP (Front National) en 1943, il a été arrêté dans les Pyrénées. Après un passage à la Gestapo, rue des Saussaies à Paris, il a été déporté à Buchenwald (matricule 14063) transféré à Karlshagen puis à Dora (matricule 22769). Il est décédé à Bergen-Belsen le 11 avril 1943. Il avait été contacté par Delavoix (FTPF) et déporté en même temps qu'Armand Kregel.

Y aurait-il des archives, des témoignages le concernant ? Qui pourrait me donner des nouvelles le concernant ? D'avance, merci.

Contacteur Jean-Pierre DOMERGUE
rue de la Filonnière, 44240- SUCE-SUR-ERDRE
Tél. : 0 240 77 78 99 Port : 06 08 9316 61
E-mail : domergue44@gmail.com

Petite-fille de Félix Gondet, originaire de Bohal et agriculteur à Saint-Marcel, mes recherches sont centrées sur son frère, André GONDET, qui était FFI., membre de la 7^e compagnie du 8^e bataillon du Morbihan. Il a perdu la vie à la ferme de Kérihuel le 12 juillet 1944, en compagnie du capitaine Marianne.

Par son dossier aux archives du ministère de la Défense à Vincennes, j'ai appris qu'il était né à Bohal le 28 février 1921, puis qu'il avait été mécanicien/maréchal-ferrant à Guéhenno jusqu'au début de l'année 1944, date à laquelle il rejoignit la Résistance, participant notamment à la bataille de Saint-Marcel sous les ordres du commandant Eugène Caro (dit «Lecoeur») (commandant du 8^e bataillon) et du capitaine Jean Scordia (gendarme de Malesroit, capitaine de la 7^e compagnie du 8^e bataillon). Plusieurs de ses compagnons d'infortune qui sont morts à la ferme de Kérihuel, comme Henri Louail et Raymond Garaud étaient aussi de Guéhenno.

Mon grand-père étant décédé, Je souhaiterais savoir de quelle manière et pour quelles raisons André s'est engagé dans la résistance. J'aimerais pouvoir rencontrer des personnes qui l'ont connu à Bohal, Guéhenno ou encore Saint-Marcel. Je suis aussi intéressée par des informations sur la bataille de Saint-Marcel et la tragédie de Kérihuel. Tous les témoignages ou conseils d'ouvrages me seront précieux. Merci par avance pour votre aide.

Contacteur Stéphanie TROUILLARD
E-mail : s.trouillard@gmail.com

Je souhaite avoir des informations sur l'abbé Liénard. Merci d'avance

Contacteur Karine CAILLEBOURDIN
12, rue des Roses. 77178-SAINT-PATHUS
Tél. : 01 53 69 25 83
E-mail : caillebourdin.k@orange.fr

Fille et surtout nièce de Résistants, j'ai toujours entendu dire par mes parents, Henri et Jeanne Emédy, que leur beau-frère, Thomas ANDRÉ, était chef de réseau dans la Résistance en Normandie dans le Calvados.

Née en 1945, je ne peux en avoir mémoire personnelle, c'est pourquoi je souhaite vivement savoir où je peux m'adresser pour avoir des renseignements concernant mon oncle en tant que résistant. Il est mort à Bretteville-sur-Laize dans le Calvados le 6 juin 1944 avec sa femme (sœur de ma maman) et ses deux enfants. Une bombe américaine...

Qui peut me renseigner ?
Contacteur Annick AUDOUX
E-mail : annick.audoux@wanadoo.fr

Mon père, Pierre DEON, né en 1920, engagé volontaire le 26 septembre 1939, est affecté au C.C.A de Nemours le 12 décembre 1939 puis au 76^e R.A le 1^{er} avril 1940, et participe du 10 au 31 mai 1940 à la campagne de Belgique. Evacué par Dunkerque, il reprend le combat en France après un court séjour en Angleterre et est cité à l'ordre du Régiment le 9 juin 1940 ; il sera démobilisé le 23 juillet 1940.

Il rejoignit la Résistance dans l'Yonne le 1^{er} août 1942 dans les alentours de Diges, Volvent, Toucy (attestation du Général de division Devaux). De mai 1944 jusqu'au 4 septembre 1944, il commande la compagnie FTP Pierre-Dumont (attestation du Capitaine Genet et du Général Devaux).

Ayant à la Libération contracté le 4 septembre 1944 un engagement pour la durée de la guerre, il est affecté à la 9^e compagnie du 4^e R.I. Cité à l'ordre de la Division, il est nommé lieutenant le 26 juin 1945, avant d'être démobilisé le 8 juillet 1945.

Toutes ces informations sont issues de son Etat des Services obtenu des Archives de l'Armée à Pau et de son Dossier de Combattant Volontaire de la Résistance (carte n° 106150), dont la copie m'a été transmise par les Archives départementales de l'Yonne.

Décédé en 1995, mon père a reçu la Croix de Guerre, la médaille Flandres-Dunkerque, la Légion d'Honneur.

Mais, je recherche de plus amples informations sur son parcours au sein de la Résistance. Y aurait-il des personnes, acteurs ou témoins qui auraient pu connaître mon père à cette époque ? Si oui, j'aimerais pouvoir entrer en relations avec elles pour recueillir leurs souvenirs...

Contacteur Michel DEON
E-mail : michel.deon@laposte.net

Petite-fille de Georges GINFRAY, ancien Résistant, ayant été chauffeur d'Aragon durant la guerre, membre de votre association et décédé depuis une dizaine d'années, je suis à la recherche d'un livre ou manuscrit dans lequel sont relatés ses faits de Résistance. Il habitait Domont (95).

Je ne pense pas que ce livre ait été publié en dehors de l'association. Merci de me renseigner.

Contacteur Laurence FLUXA
2 rue Rémy 95430 - AUVERS-SUR-OISE
Tel : 01 34 48 42 76 Port : 06 51 54 33 89
E-mail : l.fluxa@free.fr

Bonjour, je recherche des éléments sur mon père, André BRANGOLO, ancien FFI qui, âgé d'environ 17 ans, se battit en 1944 dans la poche de Lorient.

Contacteur Patrick Yves Maurice BRANGOLO
Place de la source, bat. A. 06240-BEAUSOLEIL
Tél. : 04 93 78 01 99. Port : 06 69 29 60 97
E-mail : patrickbrangolo200@yahoo.fr

Je suis à la recherche de renseignements sur le maquis de la montagne de la Lance dans la Région de Nyons dans la Drôme. Qui pourrait m'en donner ? Y-a-t'il un ouvrage qui lui est consacré en tout ou partie ? Merci par avance.

Contacteur Pierre LAQUERRIERE
Le Clos du Landit
42 rue Auguste Poullain. 93200-SAINT-DENIS
Tel : 01 48 21 47 74

Qui pourrait me dire si mon grand-père Georges Charles GAHIDE (par erreur Louis dans "Mémo-

résist") est repris dans la liste des Résistants du livre "Ici l'ombre" de Pierre Fugain ?

Il était agent belge P2 dans le réseau Reims, entré en janvier 1943. Arrêté par la Gestapo, puis Montluc, Compiègne, Buchenwald et Dachau, où il est décédé. Avec mes remerciements.

Contacteur Olivier GASC
25 rue du Cinsault B108. 34970-LATTES
Portable : 06 44 05 89 68
E-mail : olivier.gasc@yahoo.fr

Je me permets de vous approcher pour avoir quelques infos pour pouvoir retrouver le vécu de mon grand-père... Je sais qu'il faisait partie de la Résistance en 1940 à Paris... Je ne peux avoir aucune information de ma mère... donc je voudrais vous demander comment diriger mes recherches... je vous remercie par avance et espère vivement une réponse que je puisse enfin commencer mes recherches.

MERCI
Mon adresse : yann.crespi@live.fr

Historienne, je m'engage dans un projet visant à la publication d'un recueil de documents sur «La persécution et le meurtre des Juifs de l'Europe par l'Allemagne nationale-socialiste 1933-1945». Ce projet, coopération des Archives Nationales allemandes (Bundesarchiv), de l'Institut de l'histoire contemporaine (Institut für Zeitgeschichte München-Berlin) et des universités de Freiburg et de Berlin (Université Libre), est soutenu par la Fondation allemande de la recherche (Deutsche Forschungsgemeinschaft).

Nous allons publier 16 volumes – cinq sont déjà parus – avec environ 2 000 à 2 500 documents clés montrant des événements sur le génocide des Juifs. Tous les pays occupés par les troupes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale sont représentés dans cet ouvrage.

Dans ce contexte, je suis à la recherche d'un Résistant d'origine parisienne, membre du Maquis du Morvan, (Maquis Bernard ?) dans la "Compagnie André" (5 juillet au 28 septembre 1944), Alain SENÉ, qui avait alors 16 ans.

Qui pourrait m'indiquer ses coordonnées ou celles de sa famille ? Merci d'avance.

Contacteur Maja PEERS
Spenerstrasse 25, D - 10557 BERLIN (Allemagne)
Mobil : +49 / (0) 178 559 17 16
E-Mail : majapeers@web.de

Je recherche des renseignements concernant le rôle dans la Résistance française de mon grand-père Robert RENAUDIN, né le 14 mars 1921 à Luzeau (Sarthe). Il a demeuré et travaillé à Saint-Germain-en-Laye (78). Je sais également qu'il était dans un camp à Berlin le 14 août 1943. Qui pourrait me renseigner à son sujet ? En vous remerciant.

Contacteur Audrey RENAUDIN
16 allée Clément-Marot, 78630-ORGEVAL
Port : 07 85 61 77 38.
E-mail : libre-a-vous@orange.fr

Je recherche des informations sur un résistant (FFI) membre de ma famille, Marius BOUVET, né le 17 août 1918 à Veigy-Foncenex (74) et qui fut tué le 4 janvier 1944 à Groisy (Haute-Savoie).

Qui pourrait m'en donner ou me dire où en trouver ? D'avance merci.

Contacteur Claude DESSIGNOLLES
E-mail : dessaniclo103@sfr.fr

LES ANNEES NOIRES, 1938-1944

Par Denis Peschanski

C'est un ouvrage fort utile que nous livre Denis Peschanski, Directeur de recherches au CNRS, dont font autorité les travaux sur la France sous l'Occupation, celle des camps d'internement dont furent victimes les Républicains espagnols, les Juifs, les Tziganes, les étrangers, les Résistants communistes ou non.

Si les camps d'internement sont présents par un chapitre dans les «*Années sombres*», l'ouvrage embrasse bien d'autres aspects tant de l'Occupation que du régime dit de Vichy, de la Résistance, de la France libre même, en s'appuyant sur les avancées de connaissances fournies par l'historiographie et les études les plus récentes.

Particulièrement intéressante est l'analyse que fait Denis Peschanski de la nature du régime de Vichy, des compromissions et renoncements de la politique de collaboration dans laquelle certains illusionnent et dans laquelle bien d'autres se vautrent consciemment et sans illusion. L'on lira avec intérêt les chapitres consacrés au sort de la population juive, avec les divers statuts des Juifs promulgués par le gouvernement pétainiste, aussi sur ce qu'il savait du sort qui leur était réservé, sur la censure qu'il entretenait sur le sujet, notamment en ce qui

concerne les protestations émises, telle celle de Mgr Saliège, évêque de Montauban, sur l'acception complaisante par Laval des «*explications*» allemandes évoquant le «*relogement*» à l'Est, sur le basculement de l'opinion publique en 1942, heurtée par les rafles d'enfants de femmes, de vieillards.

Les chapitres de la partie «*Résistance et Résistants*» abordent la naissance de la France libre et les difficiles relations de de Gaulle avec les Alliés, l'atout majeur qu'a constitué l'appui de la Résistance intérieure rassemblée dans le CNR pour imposer sa légitimité face au néo-pétainisme de Giraud ayant les faveurs de Roosevelt voire de Churchill.

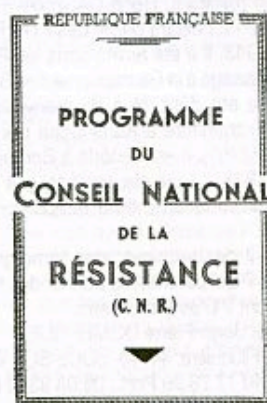
Denis Pechanski évoque une catégorie de Résistants des débuts de la Résistance, proches idéologiquement de la Révolution nationale de Pétain, auquel certains proclament allégeance mais qui sont contre la politique de collaboration avec l'Allemagne et l'asservissement de la France ; la catégorie des «*Vichysto-Résistants*». Un concept qui a pour le moins besoin d'être explicité... et relativisé.

On saura gré à Denis Peschanski de faire justice d'une antienne de la guerre froide, à savoir que les communistes ne sont entrés en Résistance qu'en juin 1941, après l'attaque nazie contre l'URSS ; une falsification de l'histoire ! L'auteur écrit «*C'est vers mars 1941, en effet, que la lutte pour la libération du territoire national devient première dans le discours communiste du Centre*».

Pour autant, écrire que «*l'antivyichisme du Pcf... précéda son entrée en Résistance*», qui part d'un présupposé, à savoir que seul le discours patriotique - fut-il celui de... laudateurs vichysto-résistants et de la Révolution nationale - fonde la notion de Résistance, donne... matière à débat.

Au-delà de cette réserve, les pages sur l'affrontement entre les FTP et les Brigades spéciales, sur l'opinion publique à l'égard de la Résistance, sur la place des étrangers dans la Résistance, les réflexions finales sur la mémoire dans l'Histoire ajoutent encore à la richesse de l'ouvrage.

Denis Peschanski : *Les années noires, 1938-1944*, 430 pages. Editions Hermann. Paris, Septembre 2012. Prix : 27€



L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

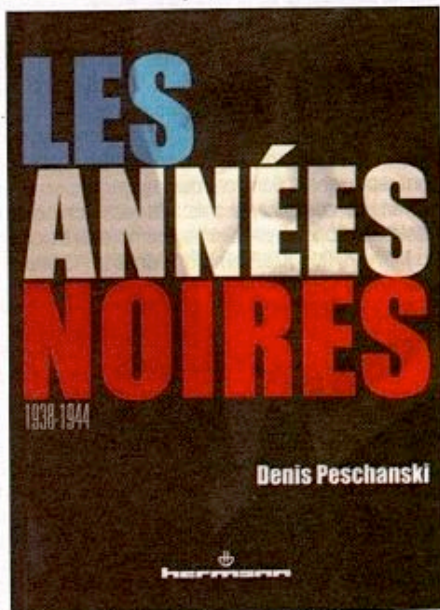
REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 13 €
Etranger 15 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0313 A 06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 13 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS